# LE PAPE

ET

# LA DIPLOMATIE

PAR

**LOUIS VEUILLOT**

PARIS
GAUME FRÈRES ET J. DUPREY, ÉDITEURS
4, RUE CASSETTE 4
E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR
13, GALERIE D'ORLÉANS, PALAIS-ROYAL.

1861

# LE PAPE

ET

# LA DIPLOMATIE

PAR

LOUIS VEUILLOT

---

PARIS
GAUME FRÈRES ET J. DUPREY, ÉDITEURS
RUE CASSETTE, 4

1861



Paris. — Imprimerie P.-A. BOURDIER et Cie, 30, rue Mazarine.

# LE PAPE

## ET LA DIPLOMATIE

---

M. Arthur de La Guéronnière, conseiller d'État, haut inspecteur de la presse, s'ouvre à lui-même la lice qu'il a maintes fois fermée à d'autres. Par licence de ses supérieurs, ayant considéré que « le premier devoir de la vie publique est *celui* de concourir à éclairer l'opinion de *son* pays, » il publie une brochure où il traite de la France, de Rome et de l'Italie. Il en traite cavalièrement et fragilement, obscurcissant plus les choses qu'il ne les éclaire. Il paraît ne pas soupçonner que la France, Rome et l'Italie sont trois noms différents d'une même question, et que cette question est un peu plus grosse que le monde, puisqu'elle embrasse toute l'humanité dans tout son avenir.

M. de La Guéronnière s'occupe de l'entreprise du Piémont révolutionnaire qu'il appelle l'*Italie*, contre la Papauté qu'il appelle *Rome*, comme s'il s'agissait simplement d'un de ces grands brigandages auxquels le succès donne le nom de conquête. Le souverain victorieux trouve à sa convenance les États et la capitale du souverain vaincu; il tient déjà les États, il veut prendre encore la capitale, l'Italie en a besoin! La France ne peut pas s'opposer absolument à ce résultat, qu'elle ne trouve pas absolument injuste, mais qu'une certaine délicatesse de conscience l'empêche d'approuver absolument; elle ne désespère pas néanmoins d'arranger l'affaire. Voilà ce que M. de La Guéronnière a trouvé pour éclairer l'opinion de la France sur Rome et sur l'Italie.

M. de La Guéronnière a dit de lui-même, avec cette élégance que toute la presse admire : « Il y a une boussole qui m'a toujours guidé, c'est la modération. » Il dit vrai, si je me rappelle bien les combats qu'il a eu l'occasion de livrer contre la force, ou présente ou future. A l'égard du Piémont et des maîtres de l'Italie, son style n'est que fleur et douceur. Mais il calomnie assez les catholiques de France, et il n'a pas su se donner le lustre de respecter le Pape. Il ne peut dissimuler que ce souve-

rain, d'ailleurs honnête et bon, a trop mérité ce qui lui arrive. Le Pape ne s'est-il pas refusé à corriger les célèbres abus de son gouvernement ? N'a-t-il pas, avec une égale obstination, repoussé les diverses combinaisons qui lui ont été offertes pour le tirer honorablement d'embarras ? C'est ce que M. de La Guéronnière prétend prouver au moyen des dépêches diplomatiques récemment communiquées aux Chambres. Chemin faisant, sa modération s'exerce à jeter le ridicule et même l'odieux sur ce souverain sans finances et sans armée, qui prétend résister à la puissante France et au Piémont vainqueur.

Quant à la conclusion, suivant les uns elle manque, suivant les autres il y en a deux. Après avoir raisonné pour démontrer que la France doit enfin abandonner Rome à l'*Italie*, M. de La Guéronnière semble annoncer que la France veut continuer à protéger le Pape dans Rome. Certains journaux familiers disent que cela doit s'entendre d'un temps moral, comme à Gaëte ; d'autres, plus familiers encore, moins bien informés peut-être, assurent qu'il s'agit d'un temps illimité. L'opinion ne se trouve pas aussi éclairée qu'elle voudrait ! Que l'opinion prenne patience : l'obscurité n'est que momentanée.

Tel est cet écrit, dont le bruit remplit l'Europe. Il n'a nul autre mérite que la qualité antifrançaise de ne rien dire. On y escamote sans effort des arguments que la réflexion retrouve sans effort ; on y élève facilement de légers brouillards, faciles à dissiper. La phrase se recourbe en replis tortueux ; elle semble cacher quelque chose dans les cavernes sonores de la période : elle ne cache que la contradiction. L'auteur est essentiellement un écrivain de nuit, d'autant plus important lorsqu'il se laisse moins voir. Néanmoins, l'habit de conseiller d'État le rend encore considérable, même en plein jour. La presse qui se hasarde à le contester ne tarit pas sur son éloquence. Qui n'a pas lu les journaux familiers ne sait pas jusqu'où peut ramper la louange. En somme, tout le monde lit et commente M. de La Guéronnière, et il faut le réfuter.

Au moment d'entreprendre cette tâche, je la sens inutile. Pour les lecteurs catholiques, M. de La Guéronnière a certainement beaucoup mieux réussi à les révolter qu'à les séduire. Pour les autres, ceux qui composent la masse de l'opinion libérale et révolutionnaire, il a pris lui-même un soin superflu : ils n'ont plus besoin d'encouragements ni de prétextes, et aucune objec-

tion ne les atteindra. L'Europe est sur une pente où nulle voix ne peut l'arrêter, où nulle force humaine ne peut la retenir. Elle touchera le fond de l'abîme.

J'écris donc sans espoir de succès, non pour éclairer l'opinion, qui ne verra clair désormais qu'aux lueurs de l'incendie, mais uniquement par honneur, pour ajouter une protestation au petit nombre de celles qui se dresseront devant le cortége triomphal du mensonge. Au temps où nous sommes, tout chrétien doit se souvenir que le traître envers la vérité n'est pas seulement celui qui la transgresse par les feintes de son langage, mais celui-là encore qui ne la proclame pas librement [1].

Forcé d'être court et d'arriver vite, je ne m'occuperai point du gouvernement pontifical, iniquement et barbarement renversé. Le but des calomnies dont il a été de tout temps l'objet se déclare avec trop d'évidence. Il s'agissait d'enflammer l'ignorance, d'enhardir la félonie, d'énerver jusqu'à la fidélité, de justifier le crime. On y a répondu sans réplique et sans profit. Vingt fois terrassées, les accusations les plus folles se renouvelaient avec une obstination plus cynique. M. de La Guéronnière nous dit encore que la diplomatie réclamait « la cessation de nombreux abus. » Le seul abus que les adversaires du gouvernement pontifical voulaient corriger en lui, c'était son existence, et plusieurs ont eu la sincérité d'en convenir [2].

M. de La Guéronnière, qui a parcouru tant d'opinions, a demandé toutes les réformes avant que la « boussole de la modération » le conduisît au port du conseil d'État. Il a pu savoir ce que les partis ont coutume de désirer en réclamant des réformes; il sait maintenant par combien de raisons les gouvernements doivent y prendre garde. Les réformes peuvent être bonnes quand le souverain les fait dans sa pleine liberté. On a toujours pris soin de les exiger du Pape publiquement, comme pour mettre une arme de plus aux mains des séditieux. Le lendemain de la perte des Romagnes, on le pressait d'accorder des réformes! Dans le même péril, l'admirable jeune roi de Naples a reçu le même conseil, et l'a suivi. Il a donné des réformes. Mieux eût valu pour son peuple et pour lui qu'il donnât des chefs à ses soldats. De 1851

[1] Non solum ille proditor est veritatis qui transgrediens veritatem palam pro veritate mendacium loquitur, sed etiam qui non libere veritatem pronuntiat. (*Decret Gratian*, 2e part.)

[2] Dépêche du cardinal Antonelli au Nonce, à Paris, 29 février 1860.

jusqu'à la fin de 1860, que d'instances pour obtenir de l'Empereur qu'il voulût faire une part plus large à la liberté! Il est resté sourd; bien plus, quelques-uns, même parmi ceux qui ne demandaient rien, ont perdu ce qu'ils avaient. Et lorsque enfin, sentant sa force respectée et incontestée, l'Empereur a fait des concessions, qu'a-t-il concédé? Pour la presse, des circulaires ministérielles peu rassurantes, bientôt suivies du refus d'autoriser les rédacteurs des feuilles supprimées à créer de nouveaux journaux[1]. Pour les corps délibérants, le droit de parler de tout pendant quelques jours et de voter une adresse; changement qui « n'altère en rien la Constitution[2]. » Les réformes que l'on exigeait du Saint-Père, à voix haute, sous la pression de la sédition, sous celle de l'invasion, sous celle de la protection, ces réformes étaient une révolution. Grande différence entre les conseils et les exemples!

Laissant donc toute discussion sur ces prétendus « nombreux abus » qui déshonoraient le gouvernement pontifical, et sur les excellentes réformes qui prétendaient le sauver, je m'attache d'abord à examiner l'attitude des catholiques envers l'empire. Je prouve qu'ils n'ont été ni ingrats ni hostiles, comme M. de La Guéronnière les en accuse pour avoir sujet de leur attribuer la résistance du souverain Pontife et justifier de loin la politique dont il fait, très-maladroitement en ce point, l'apologie. Je pousse cette étude jusqu'au moment de la guerre, époque où l'attitude des catholiques, sans cesser d'être loyale et légale, a dû cependant se modifier.

Abordant ensuite les événements de ces dernières années, j'en retrace l'histoire diplomatique. Je parcours les pièces que M. de La Guéronnière prétend analyser, j'y cherche la réalité des offres faites au Saint-Père, les motifs et le caractère de sa résistance. En ce qui regarde Rome, il n'y a guère que les documents émanés du gouvernement français, et la collection n'est pas sans lacunes. Nous y verrons néanmoins combien M. de La Guéronnière expose faussement ce qu'il veut, dit-il, éclairer.

C'est là que sa modération s'oublie devant la majesté et devant la douleur du souverain Pontife, importuné au Vatican par la diplomatie, tandis que ses soldats étaient assassinés à Castelfi-

[1] C'est du moins ce qui est arrivé à l'auteur de ces pages. — Voyez la note p. 64.

[2] Discours impérial du 4 février.

dardo. Il parle de Castelfidardo en termes que les journaux anglais trouvent « implacables. » Sentiment piémontais! La victoire ne le satisfait pas; il garde un âpre ressentiment au dévouement et au martyre. Pour se railler de Pie IX, il s'empare de caquets d'ambassade inconsidérément recueillis et où jamais publiciste de complexion un peu fière n'aurait voulu ramasser de telles armes. Cela humilie. Quel besoin avait-il de cela? Quelle vaine espérance de rabaisser l'auguste victime? Ah! le sentiment de la décence publique est perdu! Lorsque vint la doucereuse brochure intitulée *le Pape et le Congrès*, elle fut comparée au baiser de Judas. La tragédie a suivi son cours, dès lors prévu. On a passé par le prétoire, on a eu l'assaut des scribes et des soudards, et les huées de la foule savamment provoquées; on a fait la montée du Golgotha; nous sommes présentement au sommet du Calvaire, et la victime est sur la croix, attendant le coup de lance; il fallait l'éponge pleine de fiel: la voilà.

Après ces redressements, je pouvais poser la plume. Que le Pape, devenu simple évêque de Rome, y tienne matériellement plus ou moins d'espace; qu'un soldat français ou un soldat piémontais garde l'entrée du Vatican, devenue l'entrée des catacombes, ou que le prisonnier habite toute autre prison, peu importe. Mais cette prétendue conclusion, déjà proposée par M. About, M. Cayla et d'autres semblables publicistes, n'est qu'un simple épisode. Ayant posé la vraie question, j'ai cherché la vraie conclusion.

Quand, de manière ou d'autre, le Pape sera dépossédé de Rome, et bientôt après le monde dépossédé du Pape, une question plus grande, la question capitale, que M. de La Guéronnière n'aborde point, restera debout. Que deviendront la France, Rome et l'Italie, que deviendra le monde veuf de la Papauté?

C'est là l'horizon plein de ténèbres où voudrait lire quiconque a encore l'honneur de penser. M. de La Guéronnière n'a pas songé à l'éclairer de ses regards éminents. Il n'avait pas à s'occuper de ce que l'on fera du monde d'ici à quelques mois. Ce sera l'affaire d'une autre brochure, quand le moment viendra.

Je ne trouve pas inutile de considérer les éventualités de demain. Je ne méconnais pas la valeur de M. de La Guéronnière; je sais qu'il m'écrase. Mais se tenir à le refuter me semblerait frivole. N'ayant rien à faire contre son poids, je suis humilié de lutter contre son esprit. Après avoir dit quel est cet

esprit, que je ne suis pas bien sûr qu'il connaisse lui-même, et sondé l'intime des événements dont il a faussement coloré l'écorce, je sors des faits présents. Me plaçant au dernier terme où la Révolution veut arriver, au delà des mesquines combinaisons de M. le comte Cavour, en pleine utopie mazzinienne, je contemple cette situation nouvelle, où l'humanité ne s'est pas trouvée depuis Néron : le monde sans le Pape!

Ce serait le sujet d'un livre, et je me borne à quelques pages; mais un livre demeurerait plus inutile qu'une brochure en ce temps de perfectionnement de la raison et de la liberté, où il n'y a plus d'attention que pour les articles de journaux, et où tout le monde n'a pas la permission d'écrire dans les journaux. Du reste, les vérités que je rappelle sont vulgaires, et les démonstrations courent les rues.

Cette contemplation d'un avenir sombre et horrible n'est pas pourtant sans douceur. Que les catholiques y portent vaillamment leurs pensées. L'invincible vérité ne saurait apparaître plus vénérable à l'âme humaine et mieux répondre à ses plus nobles aspirations. On se sent fier d'appartenir à l'Église; on est raffermi par la vue de la justice, consolé par l'attente de la miséricorde. Quoique terrible, la justice de Dieu est belle à contempler; elle répare, elle guérit; et à quiconque accepte la justice la miséricorde est assurée. Prenons soin seulement de confesser la vérité avec plus de fermeté encore que nous ne protestons contre le mensonge. La sagesse de l'heure qui passe a toujours condamné les esprits qui s'attachent trop au vrai; mais toujours aussi, et plus particulièrement dans les grands périls, l'esprit de vérité a condamné cette sagesse, détesté son silence, réprouvé ses accommodements. Certains discours prononcés avec grand applaudissement par des hommes que je révère m'effrayent plus que toutes les débauches de la presse et toutes les erreurs de la diplomatie. La vérité ne rougit que d'être cachée, disait Tertullien ; c'est le seul déshonneur qu'elle connaisse[1]. A la racine des maux que nous souffrons, on trouve des vérités humiliées et enfouies ; l'erreur y a poussé plus épaisse, comme le gazon sur les tombes. De grands désastres s'annoncent. Si la vérité périt, qui sera sauvé? Les rois perdront l'autorité, les peuples perdront la liberté, tout sera la proie de la

[1] Nihil veritas erubescit, nisi solummodo abscondi. (*Tertull. adversus Valent.*)

force, non de la force qui crée, mais de celle qui détruit. Nous qui sommes chrétiens, n'usons pas du funeste pouvoir de diminuer les vérités ; respectons toute la hauteur de ces phares divins qui bientôt s'élèveront seuls sur le déluge des grandes eaux.

I

## LES CATHOLIQUES ET L'EMPIRE.

On sait que les catholiques montrèrent de l'empressement pour l'Empire. M. de La Guéronnière signale ce mouvement, mais il n'en indique pas toutes les causes et il en méconnaît la durée. Il veut trouver parmi les catholiques un parti hostile à l'Empire, sur lequel le souverain Pontife aurait appuyé sa résistance. Il ne voit pas le ridicule de supposer que dans les conjonctures où se trouve l'Église, le Saint-Père puisse être ou le patron, ou l'instrument d'un parti. Nous verrons qu'il ignore essentiellement ce que c'est que le Pape.

« Il y avait des *hommes*, dit-il, des catholiques insensibles aux intérêts de leur foi, qui, après avoir été mêlés à nos anciennes luttes politiques, gardaient le sentiment amer de leur défaite. Ils profitèrent de la liberté que l'Empire apportait à la religion, non point en vue des œuvres divines qui sont la mission de l'Église, mais au profit de passions, d'espérances et de desseins que la France venait de condamner dans un vote solennel. »

Quels étaient ces *hommes*, et comment les avantages faits à la religion pouvaient-ils être exploités contre l'Empire ? M. de La Guéronnière poursuit ; sa phrase féminine multiplie les contours et les cachettes, et bientôt ces *hommes*, insensibles aux intérêts de leur foi, sont assez puissants en France sur les catholiques, à Rome sur le Pape, pour faire échouer toutes les bienfaisantes intentions de la politique française, et mettre l'Empire dans le cas de se défendre contre le Pape et ses amis, — de faux amis !

Le clergé cependant n'est pas dans la conspiration, et M. de La Guéronnière ne trouve aucun reproche à lui adresser. « C'est le « clergé, dit-il, le plus éclairé, le plus pieux, le plus désinté« ressé qui soit dans le monde. Il a montré *successivement* son « indépendance, son courage, son amour de Dieu et de la patrie. « Son patriotisme est inséparable de sa foi, et s'il est toujours

« prêt à mourir, comme à une époque néfaste, au pied de ses « autels, il est *également* prêt à remplir tous ses devoirs envers « le pays et le souverain. » Justes éloges ! Et ce clergé dont M. de La Guéronnière, écrivain, parle avec cette pompe de respect, est le même clergé qu'insultent tous les jours abominablement et impunément les journaux surveillés par M. de La Guéronnière, conseiller d'État ! Mais voici une autre contradiction : ce clergé, dont la vertu doit nécessairement exercer une grande influence sur les fidèles, s'il est confiant en vous, que craignez-vous? Si, au contraire, il est blessé et effrayé ; si sa foi « inséparable de son patriotisme » l'entretient de préférence dans les pensées qui font braver les persécutions, comment en rendez-vous compte? Quoi ! pour abuser à ce point le clergé le plus *éclairé* qui soit au monde, il suffit des intrigues de quelques hommes notoirement insensibles aux intérêts de la foi !

Quelques faits et quelques noms renverseront les fragiles inventions de M. de La Guéronnière.

En 1851, trois ans après le grand vote du 10 décembre, vingt ans après la chute des Bourbons, trente-cinq ans après la chute des Napoléons, soixante ans après la chute de la vieille constitution française, la France tout entière était fille de la Révolution. Sa maturité datait de 1789, sa virilité de 1830. Tout ce que la Révolution a d'acceptable était accepté, généralement et largement. Partout et ardemment on désirait la paix. Les hommes de parti « irrités de leurs défaites récentes, » n'étaient guère nombreux, étaient encore moins menaçants. Les plus pressés ont pris aisément le parti du repos. Mais parmi les catholiques actifs, ces hommes-là n'existaient pas.

Sous Louis-Philippe, les catholiques engagés dans la vie publique avaient accepté la Charte. Ils comptaient y trouver la conciliation de la religion et de la liberté moderne. A leur tête marchait M. de Montalembert ; ce nom dit tout.

Le clergé, tout entier renouvelé, fils du peuple par le sang, fils des martyrs par la foi, n'avait reçu de son origine naturelle qu'une indifférence respectueuse pour les choses périssables, de son origine spirituelle que le pardon, et l'amour des choses qui ne périssent point. Là où il conservait des sentiments politiques, ces sentiments, parfaitement subordonnés au devoir religieux, étaient plus que tempérés par cet air ambiant qui ne laisse, en dehors des vérités de la foi, rien de bien vivant dans les cœurs. Le clergé

presque en masse encourageait le petit noyau d'orateurs et d'écrivains qui se formait autour de M. de Montalembert. Pour se distinguer et se séparer des partis, ces hommes se proclamaient *catholiques avant tout*. S'ils avaient voulu se donner un nom politique, ils auraient pu s'appeler le *parti de la Charte*. Les évêques avaient sanctionné leurs efforts, et c'était une sorte d'adoption de cette Charte, fille, non la dernière, de toutes les constitutions par lesquelles la Révolution a essayé de se satisfaire et de se contenir. M. de La Guéronnière doit nous avoir combattus en ce temps-là dans quelque feuille légitimiste de province.

Sous la République, les catholiques avaient continué de chercher la solution de leur beau problème, l'accord de la liberté moderne et de la religion. Le difficile n'était pas de savoir ce que la religion pouvait donner à la liberté, mais ce que la liberté voulait donner à la religion. Nous étions *dans* le parti de l'ordre, non du parti de l'ordre. Triste parti, triste mélange où dominaient la passion, les rancunes, l'effroi de la liberté ; où la religion, acceptée comme un rempart de guerre, non comme une demeure, était dès lors menacée d'expier plus tard le concours qu'il fallait bien lui demander. J'ignore où se trouvait alors M. de La Guéronnière, s'il était encore du parti de l'ordre, ou déjà républicain.

M. de Montalembert avait eu promptement confiance au nom de Bonaparte. Il fut l'un des patrons de la candidature du prince Louis contre le général Cavaignac, candidature généralement adoptée des catholiques, dès que le prince Louis eut pris publiquement parti pour la souveraineté temporelle du Pape. Je crois avoir en ce temps-là aperçu M. de La Guéronnière dans la rédaction de *l'Ère nouvelle*, journal religieux et Cavaignacquiste... à moins pourtant qu'il n'y soit venu plus tard, avec M. le marquis de La Rochejaquelein. M. de Montalembert célébra dans *l'Univers* la victoire du prince Louis Napoléon, et M. de Falloux devint ministre du nouveau Président. On voit qu'au lendemain du 10 décembre les catholiques anciennement mêlés à nos luttes politiques n'essayaient pas encore de tromper le clergé, en semant habilement des doutes sur les intentions du chef de l'État.

Cependant, dès 1849, les doutes naquirent. Ils furent semés par la lettre fameuse du Prince-Président au colonel Edgard Ney. Je ne serais pas fâché d'avoir aujourd'hui l'article que M. de La

Guéronnière dut écrire sur ce document. S'il fournissait encore *l'Ère nouvelle*, j'imagine que nos opinions durent se rapprocher. Néanmoins, tout en exprimant leur opposition, les catholiques ne rompirent pas. Le Président ayant laissé la Chambre et le ministère déchirer bientôt ce programme inquiétant, on oublia « les souvenirs douloureux de Savone et de Fontainebleau, » qui, comme le dit M. de La Guéronnière, venaient de traverser les esprits, mais non par l'effet de la perfidie catholique. D'autres souvenirs, sans cesse évoqués, se pressaient pour couvrir ceux-là. Les socialistes menaçaient la propriété, menaçaient la religion, menaçaient la civilisation. A la tribune et dans les journaux, ils invoquaient leurs pères de 93 et paraissaient dignes de les imiter. Savone et Fontainebleau étaient apparus dans un éclair, au plus loin de l'horizon; la terreur apparaissait en permanence pour un avenir prochain. On se disait : La société en a pour deux ans, pour an, pour un mois, pour quelques jours! Et ainsi les glorieux enfants des pères de 93 faisaient l'Empire. La France avait peur. Louis-Napoléon était l'espérance secrète de beaucoup de ceux qui le combattaient. Là même où l'on repoussait encore la pensée de l'Empire, on acceptait, on souhaitait l'expédient de la dictature. M. de La Guéronnière, alors rédacteur du *Pays*, feuille de nuance incertaine, s'écriait : *Empereur*, *jamais*[1] *!* Président rééligible et un peu plus que décennal, il voulait bien. Le clergé contemplait l'effrayant progrès de l'anarchie, et il n'ignorait pas que la solution des difficultés humaines se fait entre le Pape et l'Empereur, par le concert de la force matérielle et de la force morale. L'heure était venue; l'on vit la facile révolution du 2 décembre 1851.

Il n'existait à Paris qu'un seul journal exclusivement catholique. En présence des barricades un moment dressées, ce journal adhéra pleinement au coup d'État. Il n'avait pas demandé l'Empire, il ne le demandait pas : il acceptait comme naturel, légitime et heureux, le moyen qui arrachait la France à l'imminence d'une révolution sauvage, et il pressait les catholiques de donner leur concours au pouvoir nouveau. M. de La Guéronnière avait des scrupules. Dans ces occurrences si graves, il sut

[1] M. de La Guéronnière s'appuyait de la prédiction d'une négresse somnambule, mais il l'adoptait comme l'expression de ses convictions personnelles. Voyez : *Portrait de Louis-Napoléon Bonaparte*, dans *le Pays*, 12 septembre 1851. Ce portrait a subi des retouches.

divertir la France en donnant la démission d'un sien jeune frère qui venait d'être nommé sous-préfet. Bientôt, sinon tout de suite après cet éclat, M. de La Guéronnière trouva dans les fonctions publiques la stabilité qu'il avait cherchée par tant de courses à travers les opinions.... Je dois avouer que *l'Univers* reçut aussi sa récompense très-appréciée : le Président accorda au rédacteur en chef de cette feuille la grâce d'un déporté républicain.

L'attitude de *l'Univers* était celle de la grande majorité du parti catholique. Je désire et j'espère ne point désobliger M. le comte de Montalembert en alléguant ici son témoignage, si précieux contre les frauduleuses allégations que je combats.

Le 12 décembre, dans une lettre parfaitement digne de sa signature, M. de Montalembert disait :

« Louis-Napoléon sera, en 1852 comme en 1848, l'élu de la « nation. Cela étant, j'estime qu'il n'y a rien de plus imprudent, « je dirai même rien de plus insensé pour les hommes religieux « et pour les amis de l'ordre, dans un pays comme le nôtre, que « de se mettre en travers ou à côté du vœu populaire, lorsque ce « vœu n'a rien de contraire à la loi de Dieu ni aux conditions « fondamentales de la société....

« Sans entrer dans l'appréciation de sa politique depuis trois « ans, je me souviens des grands faits religieux qui ont signalé « son gouvernement tant que l'accord entre les deux pouvoirs a « duré : la liberté de l'enseignement garantie; le Pape rétabli « par les armes françaises; l'Église remise en possession de ses « conciles, de ses synodes, de la plénitude de sa dignité, et voyant « graduellement s'accroître le nombre de ses colléges, de ses com- « munautés, de ses œuvres de salut et de charité. »

On voit que les catholiques n'étaient pas ingrats. Leur reconnaissance n'oubliait que la lettre à M. Edgard Ney et les douloureux souvenirs de Savone et de Fontainebleau.

M. de Montalembert ajoutait :

« Je cherche en vain hors de Louis-Napoléon un système, une « force qui puisse nous garantir la conservation et le développe- « ment de semblables bienfaits. Je ne vois que le gouffre béant du « socialisme vainqueur. Mon choix est fait. Je suis pour l'autorité « contre la révolte, pour la conservation contre la destruction, « pour la société contre le socialisme, pour la liberté *possible* du « bien contre la liberté certaine du mal; et dans la grande lutte

« entre les deux forces qui se partagent le monde, je crois, en « agissant ainsi, être encore, aujourd'hui comme toujours, pour « le catholicisme contre la révolution[1]. »

En même temps, M. de Falloux *lui-même et ses amis les plus autorisés* conseillaient à leur parti *de ne pas déposer un seul vote négatif* dans le scrutin destiné à légitimer l'acte du 2 décembre [2].

Quels étaient donc ces hommes du passé, catholiques insensibles aux victoires de la foi, qui mêlaient *perfidement* de douloureux souvenirs aux espérances de l'Église?

M. de La Guéronnière nommera précisément M. de Montalembert, qui bientôt, en effet, passa dans l'opposition.

Mais, premièrement, M. de Montalembert n'a rien fait de perfide, cela n'est pas dans sa nature; secondement, son opposition a été politique plutôt que religieuse; troisièmement, M. de Montalembert, en prenant cette voie d'opposition, s'est séparé de ses anciens amis. C'est un point parfaitement connu qu'il n'a pas été suivi par les catholiques et que son influence sur eux a considérablement diminué. Lui-même s'en est plaint souvent et très-haut. J'ai quelque souvenance d'avoir été fort injurié dans *la Patrie* par un certain Brémond, qui me reprochait d'être séparé de M. de Montalembert.

La vérité est que le parti catholique, rangé sous ses premiers et véritables chefs, les évêques, restait en masse du côté du gouvernement, ne lui demandant autre chose que de protéger la liberté de l'Église, mère féconde et sage éducatrice de toutes les libertés. On se rappelle le long voyage du Président à travers le midi de la France, et ses beaux discours, partout admis comme le programme de l'Empire. Le prince donnant l'exemple des sentiments religieux, saluant partout les autels, partout salué par les évêques, bâtissant partout des églises, tenait le langage d'un Constantin. Quels sujets d'alarmes avaient alors les catholiques, et que pouvaient, contre leur confiance si justement excitée, de vaines et rares paroles inspirées par des regrets qu'ils ne partageaient point? On leur disait de se défier de la force, ils répondaient qu'il fallait attendre que la force se défiât de la foi. D'autres périls les inquiétaient davantage : la Révolution, moins hardie, ne se montrait pas moins hostile aux principes les plus

[1] Lettre publique au rédacteur en chef de *l'Univers*.
[2] Lettre de M. de Montalembert au *Constitutionnel*, 16 décembre 1851.

sacrés et aux œuvres les plus saintes. Le Président était toujours le seul rempart matériel contre ce péril permanent.

La confiance des catholiques ne cessa point lorsque plus tard, sans trop de surprise, ils s'aperçurent que la protection promise et d'ailleurs accordée à la religion ne la mettait pas à couvert des attaques de la presse. Ils acceptèrent cette lutte, tandis que les catholiques de l'opposition faisaient de légers efforts en faveur des libertés politiques. Ainsi, véritablement, le gouvernement était, en un certain sens, secondé par les deux fractions catholiques. La première, composée des ultramontains, le soutenait par principe ; la seconde, composée de la petite école libérale, le combattait dans la mesure constitutionnelle, mais en même temps donnait quelque assistance à quelques-uns de ses penchants libéraux. Elle disait volontiers, par exemple, qu'il fallait marcher avec le temps, ne pas irriter l'esprit moderne, que l'Église avait besoin de se rajeunir et Rome besoin de se réformer. Dans les affaires romaines, aucun conseil de résistance à l'esprit moderne n'est venu de ce côté. C'est de ce côté que nous autres ultramontains et gouvernementaux, nous étions traités d'absolutistes, d'adulateurs, de théoriciens du bon plaisir qui voudraient « étouffer la liberté entre le corps de garde et la sacristie. » En même temps, au mois d'août 1854, l'Empereur écrivait de l'un des nôtres, aujourd'hui fort mal noté : « Son talent s'inspire tou-« jours de ce que le patriotisme a de plus pur et la foi de plus « élevé ; dites-lui combien je suis fier des sentiments qu'il me « porte. »

Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ?

Comment les catholiques ont-ils pu mériter les anathèmes dont M. de La Guéronnière les écrase aujourd'hui? Les catholiques sont ce qu'ils étaient, mais les événements ont pris un cours qu'ils ne prévoyaient pas.

Les premières inquiétudes sérieuses leur furent données peu de temps après le voyage de Bretagne, qui avait semblé annoncer tout autre chose. Là, l'Empereur, au milieu de ce peuple « monarchique, catholique et soldat, » avait senti battre le cœur de la France catholique; il y avait senti la confiance et l'amour. Le voyage de Bretagne eut lieu en septembre 1858. Au mois de février 1859 parut la brochure intitulée *Napoléon III et l'Italie*. Cet écrit révéla une modification profonde dans la politique de

l'Empire : la balance, jusque-là tenue dans un équilibre si parfait, penchait décidément vers la Révolution. Orsini avait lancé son testament comme une bombe destinée à faire plus de victimes que celles qui avaient éclaté sous le péristyle de l'Opéra, et la guerre se préparait en Italie.

Quoique les catholiques eussent en général désiré une alliance avec l'Autriche, parce qu'ils y voyaient l'affranchissement prochain de l'alliance anglaise et de l'alliance russe, et le meilleur moyen de faire de grandes choses dans le monde, ce n'était pas cette espérance écartée qui les affligeait ni le sort de l'Autriche qui les inquiétait. La guerre en Italie les effrayait pour la Papauté. Des bruits alarmants circulaient sur les résultats de l'entrevue de Plombières; l'on disait que les Romagnes seraient enlevées au Pape. Sans ces prévisions, la guerre ne nous eût pas inspiré plus d'alarmes que n'en peuvent éprouver des Français. Il ne nous semblait pas nécessaire à la religion que l'Autriche gardât la Lombardie.

La guerre fut déclarée, et en même temps des assurances officielles tranquillisèrent les catholiques sur la neutralité de l'État pontifical. Les évêques avaient ordonné des prières pour l'Empereur et pour son armée; il ne restait plus qu'à souhaiter la prompte et heureuse fin d'une si redoutable aventure. Il y eut en France des détails pénibles. A califourchon sur le canon de Magenta, quelques hérauts d'écritoire se mirent à chanter des marseillaises de mauvais aloi, poussant d'insolentes clameurs contre quiconque ne leur semblait pas allumer assez de lampions. Ces messieurs aidant, nos soldats triomphèrent à Solferino, et la victoire négocia la paix.

Cependant les Romagnes restaient aux mains du Piémont, enlevées non par la guerre, mais par la Révolution. La prise du Milanais était la noble conquête des armes; le rapt des trois duchés, et surtout celui de Bologne, constatait la chute du droit dans les piéges de la fourberie révolutionnaire. Juste sujet de deuil au milieu des joies du triomphe! La Lombardie arrachée à l'Autriche, c'était une victoire; les ducs détrônés et le Saint-Père spolié, c'était une défaite. Tel fut le sentiment des catholiques; je ne pense pas que l'éloquence de M. de La Guéronnière les en fasse rougir jamais.

Les paroles et les apparences de Villafranca consolèrent leur loyauté. Un horizon inespéré parut s'ouvrir. Jurée entre les Em-

pereurs, sans aucun concours du Piémont ni des puissances neutres, qui s'étaient targuées d'intervenir souverainement en temps opportun, la paix promettait la restitution de Bologne et la réintégration des princes dépossédés. On ne connaissait pas bien alors l'élasticité et la rigidité alternatives du principe de non-intervention. Nous crûmes à ces promesses, au retour de l'ordre légitime, à la confédération. La difficulté d'organiser la confédération ne pouvait être au-dessus de la bonne foi et de la bonne volonté de la France.

Je ne fais aucune difficulté d'avouer que nos espérances allaient plus loin encore. Pendant un instant, l'alliance avec l'Autriche, cette alliance catholique si longtemps désirée, nous parut une des conséquences probables de Villafranca.

Est-ce une chose antipatriotique et coupable d'avoir sur les alliances d'autres vues que celles des écrivains d'État qui font des brochures anonymes dans toute leur dépendance, ou des brochures signées dans toute leur liberté ? Il serait loyal alors d'interdire franchement la manifestation d'une opinion contraire, afin que la liberté d'opinion n'eût pas pour unique résultat de créer des catégories de suspects.

Quant à nous, citoyens français, catholiques par la grâce de Dieu, par le droit de notre naissance, par la volonté sainte de nos pères et par notre propre volonté, nous croyons avoir encore le droit de désirer à la France catholique des alliances catholiques. Une alliance généreuse avec l'Autriche, dans laquelle entreraient les autres nations catholiques, y compris l'Italie reconstituée, nous semblait devoir dominer promptement l'Europe, arracher le monde au joug anglais, le préserver du joug russe, le donner tout entier à la civilisation, à la liberté et à l'unité de l'Évangile. Bien loin d'anéantir les nationalités existantes pour créer sur leurs débris un de ces monstrueux empires dont le christianisme a délivré la race humaine, nous rêvions que cette alliance affranchirait, ressusciterait, exalterait toutes les nationalités ; et la France, initiatrice de ce grand mouvement, deviendrait ainsi la patronne des peuples, conviant les uns à la plus saine activité, portant aux autres la plus pure et la plus féconde lumière. Il n'y avait plus de nation mutilée, ni mourante, ni morte, ni de division irrémédiable et éternelle entre les fils d'Adam. La Pologne, vivante et entière, surgissait à la fois de ses trois sépulcres ; la liberté réchauffait les membres nus de l'Irlande et fécondait son

sein désolé; le Portugal déchirait enfin son ignoble linceul de cotonnade anglaise; l'Espagne, sortant de sa honteuse léthargie, s'agrandissait sur le Maroc, nous aidait à donner au Christ toute l'Afrique encore endormie dans le néant; l'Orient voyait revenir le jour jusque dans ses extrémités les plus reculées; des monarchies européennes et chrétiennes détruisaient l'esclavage et la barbarie. Si des remaniements étaient nécessaires en Europe, ils devenaient faciles par l'abondance des compensations qu'offrait ce vaste Orient à partager, et sur lequel toutes les nations pouvaient avoir des sorties. La France aurait obtenu des peuples reconnaissants plus que son ambition ne peut désirer : une marine et des colonies pour l'Allemagne seraient-elles un prix indigne des provinces du Rhin?

Si c'est un rêve que j'expose là, du moins je ne le fais pas d'aujourd'hui et il ne témoigne pas que les catholiques attendissent peu du génie de l'Empereur et formassent de mauvais desseins contre la gloire et la sécurité de son règne. Pour mon compte, j'ose dire que j'ai souhaité à l'Empereur tout l'amour de la France, toutes les bénédictions de Dieu, tout ce qu'un homme peut porter de grandeur dans le temps et dans l'éternité.

Je me reporte à cette situation qui suivit le 2 décembre. Quel moment incomparable! Tous les ressentiments apaisés, toutes les illusions dissipées, toutes les espérances ajournées et ne demandant qu'à s'éteindre, tous les éléments de l'ordre vrai, épars, mais réels et puissants, attendant de la même main le lien qui devait leur donner la cohésion et la fécondité! La France, n'ayant rien à redouter de l'Europe en désarroi, excitant plutôt la confiance et l'admiration universelles, rencontrait dans un seul homme ce qu'il fallait pour écarter toutes ses appréhensions et satisfaire toutes ses aspirations. Qui n'offrait pas déjà son concours, et qui du moins pouvait et voulait le refuser longtemps? Il semblait que la vie nationale pût recommencer sur le terrain de toutes les traditions, agrandi pour toutes les innovations. Ainsi nous apparaissait l'avenir, plein de nobles conquêtes, de grandes œuvres et de paix; ainsi nous le montrions au petit nombre de ceux qui accusaient notre confiance obstinée à le poursuivre. Et maintenant que les souffles ennemis ont dissipé cette belle espérance, il nous suffit d'en évoquer les éléments encore visibles devant quiconque dirait que nous les avons nous-mêmes répudiés. Certes, il s'en faut de peu que je ne sois maintenant aussi

épouvanté de l'avenir que j'en étais naguère séduit! Mais il me semble tout à la fois que ma douleur serait moins grande sans cet amer sentiment de tant de belles choses manquées et dédaignées, et que pourtant je garderais moins de consolations au fond de l'âme si je n'avais pas vu les magnificences de la route abandonnée, ou que, les ayant vues, et aussi longtemps que l'on pouvait s'y engager, j'eusse parlé un autre langage que celui d'un ami.

Tels étaient, d'ailleurs, les sentiments du clergé et des catholiques, à peu d'exceptions près. Et qu'avons-nous à souhaiter, sinon que l'Église soit libre et la France grande et tranquille! Ceux qui croyaient moins que nous ne demandaient qu'à espérer autant et n'ont pas manqué de patience. Ceux qui, d'accord en ce point avec des oppositions aujourd'hui fort bien traitées, désiraient un accroissement de liberté politique, ne conspiraient pas pour cela. A qui croit-on persuader que MM. de Montalembert, de Falloux, Albert de Broglie, etc., sont des citoyens moins pacifiques, moins religieux observateurs des lois, moins respectueux des conditions de l'ordre que tous les écrivains de la presse autorisée et favorisée ?

Quand les catholiques se trouvèrent enfin dans l'obligation de montrer que s'ils voulaient donner beaucoup à César, ils ne voulaient cependant rien refuser à Dieu, alors on les a vus tout au moins modérés, pour ne pas dire timides. Dans la crainte de compromettre tant d'œuvres nécessaires à l'humanité, qu'un seul acte de bon plaisir peut renverser instantanément, ils ont moins agi que protesté, moins protesté par leurs paroles que par leur silence. M. de La Guéronnière ose répéter les dénonciations favorites du *Siècle;* il ne rougit pas d'accuser les associations de charité : « La charité elle-même, dit-il, était un piége tendu aux « âmes généreuses, et trop souvent la *tolérance* de la loi n'était « que la complicité de *mauvais desseins* qu'elle couvrait sans les « absoudre. » Quelle manie de voir partout des conspirateurs! quelle tendance de triste augure à avancer toujours la main pour écarter les difficultés avec le tranchant de la loi! La vérité est que les conférences de Saint-Vincent-de-Paul se sont généralement abstenues de concourir à l'œuvre du denier de saint Pierre, afin justement de ne pas irriter la *tolérance* qui leur permet de nourrir les pauvres.

Pour finir sur ce sujet et le rattacher plus étroitement à la

question générale, personne n'ignore que les catholiques à qui l'on reprochait leurs dispositions trop confiantes s'autorisaient des sentiments souvent manifestés par le Saint-Père lui-même. Jamais nous n'aurions prévu que Pie IX serait un jour accusé d'ingratitude envers la France ! L'un de ses traits les plus marqués est la reconnaissance pour le bien que les souverains et tous les autres hommes ont fait ou voulu faire à la religion. Il n'a jamais laissé croire qu'il ignorât ce que la religion avait pu devoir au gouvernement impérial. Il a loué hautement l'Empereur d'avoir respecté la liberté de l'Église, d'avoir laissé les communications libres entre le Saint-Siége et les évêques, entre les évêques et les fidèles confiés à leurs soins; il l'a maintes fois remercié de la protection dont il couvrait Rome. Nul doute qu'aujourd'hui encore il ne lui sache gré de toutes ces choses, aussi sincèrement qu'il lui souhaite de ne pas dévier d'une route où se maintiendront ses prospérités et sa gloire.

Arrivons aux propositions de la diplomatie.

## II

## LE PAPE ET LA DIPLOMATIE.

La question romaine s'est posée au Congrès de 1856 par la bouche de la France. Depuis cette époque, tout le travail politique a eu pour objet, suivant nous, de détruire la puissance temporelle du Saint-Père, d'amener le Pape à se dépouiller lui-même, de préparer les peuples à voir tranquillement cet événement s'accomplir par la force.

Quelles que fussent les intentions qui avaient fait publier le manifeste intitulé *Napoléon III et l'Italie*, cet écrit ne pouvait manquer de jeter dans la Péninsule une longue et terrible semence de sédition. La semence leva immédiatement ; la proclamation de l'Empereur, lors de son entrée à Milan, ne pouvait l'empêcher de croître. Cette proclamation ne s'adressait pas aux Piémontais, dont on comblait l'ambition séculaire en les instituant les soldats et les libérateurs, c'est-à-dire les maîtres de l'Italie; elle ne s'adressait pas aux Lombards, à qui l'on annonçait leur affranchissement; elle s'adressait aux *Italiens*. On leur disait

qu'on ne venait pas déposséder les souverains, mais combattre les ennemis de l'Italie et maintenir l'ordre intérieur, sans vouloir mettre aucun obstacle aux vœux légitimes des populations. On ajoutait : « La Providence favorise quelquefois les peuples en leur « donnant l'occasion de grandir *tout à coup*...... Profitez de la « fortune... Organisez-vous militairement, volez sous le drapeau « du roi Victor-Emmanuel..... Animés du feu sacré de la patrie, « ne soyez aujourd'hui que soldats, *demain vous serez citoyens* » *libres d'un grand pays.* » Les Italiens qui n'auraient pas vu dans ces paroles la promesse de l'unité future de l'Italie sous la couronne du roi subalpin, n'auraient pas compris le français. Il était clair que si l'Empereur ne voulait pas lui-même déposséder les souverains, il n'empêchait pas les peuples de le faire. Tels pouvaient être, dans les États de l'Église comme ailleurs, ces *vœux légitimes* des populations assurées de ne rencontrer aucun obstacle. C'est ce qui fut commencé bientôt et ce qui est maintenant accompli partout, non, il est vrai, par les peuples, très-médiocrement empressés d'accourir sous les drapeaux de Victor-Emmanuel et de Garibaldi, mais par le gouvernement piémontais, fondé de pouvoir général des *Italiens* et légitime interprète de leurs « vœux légitimes. »

M. de La Guéronnière signale Rome comme un centre d'ingrates et injurieuses alarmes envers la France. C'est l'un des principaux objets de son écrit. A Rome, cependant, la proclamation aux Italiens n'avait pas abattu la confiance. Le Pape croyait que la neutralité serait respectée par les parties belligérantes. Leur loyauté gardant son territoire sur deux points, il avait lieu de penser que la sédition n'y entreprendrait et n'y pourrait rien nulle part. L'on se rend compte des promesses du gouvernement français et de la sécurité qu'elles inspiraient au gouvernement pontifical lorsque l'on entend le langage du cardinal Milesi, légat de Bologne, s'adressant aux gouverneurs et maires des Légations :

« Le gouvernement français s'est empressé d'assurer dans les « termes les plus formels le gouvernement pontifical que dans le « cours de la présente guerre, S. M. l'Empereur ne permettra pas « que l'on tente impunément aucune chose au détriment des « égards dus à l'auguste personne du Saint-Père ou ayant pour « but de ruiner sa puissance temporelle[1]. »

[1] Cette pièce est citée avec beaucoup d'autres dans le curieux et instructif

Peu de temps après, néanmoins, une manœuvre du 5e corps de l'armée française, trop secondée par la prompte démoralisation de l'armée autrichienne, fait tomber Bologne et les Romagnes au pouvoir des révolutionnaires, qui ne cachent pas leur dessein de les remettre promptement au Piémont. Et l'on voit aussitôt la diplomatie ouvrir à Rome une série d'instances plus ou moins habiles, tendant toutes à obtenir du Saint-Père qu'il commence lui-même et sanctionne en quelque sorte la destruction de sa puissance temporelle. Il résiste, on revient, la ténacité ne s'épuise pas plus que la patience; mais, d'un côté, la menace ne cesse pas, les coups les plus accablants suivent de près la menace, la dérision s'ajoute aux coups : de l'autre, la même perspicacité tranquille refuse tout sans se laisser surprendre; la même douceur invincible souffre tout sans se laisser accabler; la même confiance en l'éternité du droit, laissant passer les dérisions comme elle a déjoué les astuces et supporté les sévices, espère inébranlablement au milieu du dénûment absolu de toute force humaine.

Les *Documents* sur lesquels M. de La Guéronnière prétend s'appuyer pour éclairer l'opinion, et dont il cite à peine et inexactement quelques courts paragraphes, auraient besoin d'être complétés en ce qui regarde les *affaires de Rome*. Les pièces réunies sous ce titre, au nombre de trente-deux, émanent toutes du gouvernement français, sauf une note du cardinal Antonelli relative à nos troupes et où les questions débattues ne sont pas abordées. On n'entend le gouvernement romain que par la bouche de notre ambassadeur; exclusion d'autant plus significative que l'on n'a pas craint, sur d'autres questions, de donner la parole aux ministres étrangers. De plus, dans cette collection exclusive, il y a des lacunes. On y cherche vainement, par exemple, la fameuse dépêche au consul de France à Ancône, lors de l'invasion des Marches et de l'Ombrie. M. le Conseiller ne persuadera pas partout qu'il a été chargé de faire la lumière, lorsqu'on a préalablement posé l'éteignoir sur tant de flambeaux. Néanmoins, malgré ces éteignoirs et malgré les élucidations de M. le Conseiller, l'on voit encore assez clair. Tâchons de peindre la scène et de reconstituer le dialogue entre le Pape et la diplomatie.

ouvrage de M. Eugène Veuillot : *Le Piémont dans les États de l'Église*; *documents et commentaires*. 1 vol. in-12, Paris, 1861.

Lorsque la guerre éclate, on promet au Saint-Père que sa neutralité sera respectée complétement, que l'Empereur ne permettra pas qu'aucune chose soit tentée impunément contre sa personne ou contre sa domination temporelle. Le Saint-Père exprime sa reconnaissance et sa confiance.

Après la perte des Romagnes, à la suite des préliminaires de Villafranca, on lui conseille ou plutôt on le somme d'accepter le fait accompli, en reconnaissant aux provinces détachées par la sédition un gouvernement laïque séparé. On ajoute qu'il devra donner des réformes aux provinces qui lui restent. C'était le moment où l'on stipulait la réintégration des ducs de Toscane et de Modène. Dans ce même moment, on demandait au Pape de ratifier la révolte triomphante, et d'encourager ailleurs la révolte imminente! — Quant à la cession des Romagnes, le Pape maintient son droit. Quant aux réformes, il ne trouve pas que le moment permette de les faire avec fruit et avec dignité ; il ajourne.

Remarquons que le Piémont, déjà ferme sur le droit nouveau, n'adhérait pas non plus au gouvernement séparé. On le savait sans doute, et l'on proposait au Pape une faiblesse dont il n'aurait pas le prix.

L'idée d'un congrès pour régler les affaires de l'Italie, qui semblent plus embrouillées depuis la paix de Zurich, est mise en avant. Le gouvernement pontifical accepte l'idée du congrès. Il veut bien, lui, le chef spirituel des peuples catholiques, débattre sa cause dans le conseil de ses enfants. Il n'a plus lieu de compter sur leur amour ni même sur leur déférence, mais il compte encore sur leur esprit de justice. Le cardinal Antonelli fait chercher un logement à Paris, et le bâtiment de la marine pontificale qui doit l'amener en France est préparé. Tout à coup surgit la brochure intitulée : *Le Pape et le Congrès*, destinée à éclairer l'opinion sur les excellents résultats que l'on pouvait espérer du congrès. Le premier résultat de la brochure fut de faire ajourner le congrès. Elle en eut encore un autre, moins immédiatement prévu du public, et qui toutefois ne se fit pas attendre : « Nous « ne pouvons pas oublier, écrit plus tard lord John Russell, « que la brochure *Le Pape et le Congrès* a fait perdre au Pape « plus de la moitié de ses domaines, et a empêché la réunion « d'un congrès [1]. »

[1] A lord Cowley, 24 décembre 1860.

A l'occasion de cette brochure, on observa dans la presse affidée un jeu qui se renouvelle aujourd'hui. *Le Constitutionnel*, représenté par M. Grandguillot « dans la plénitude de son indépendance », fit ou annonça quelques réserves ; *le Pays* déclara « qu'on aurait tort de vouloir rattacher cette publication à une « pensée gouvernementale ou à de hautes influences »; *le Siècle* donna une approbation enthousiaste, et *l'Opinion nationale* revendiqua l'honneur d'avoir dès longtemps imaginé la solution proposée par l'auteur anonyme. De même aujourd'hui. *Le Siècle* proclame joyeusement que, par la nouvelle brochure, Rome est enfin arrachée au Saint-Père; *le Constitutionnel* et *le Pays* répondent avec insistance qu'il ne s'agit point de cela, bien au contraire, et que *le Siècle* ne comprend pas la conclusion de M. le Conseiller.

Pendant quelques jours le public ignora que la brochure intitulée *Le Pape et le Congrès*, lancée le 22 décembre 1858, répondait à une lettre privée du Pape, écrite le 2 du même mois, et par laquelle Sa Sainteté faisait appel à la loyauté de S. M. I. sur la question des Romagnes. L'Empereur écrivit bien de sa main, mais tardivement, le 31 décembre. Dans l'intervalle, le Pape, que le bruit de la brochure et le silence de l'Empereur avaient dû surprendre, eut l'occasion de donner publiquement son avis sur cet écrit retentissant. Il le fit avec une vigueur [1] qui scandalisa fort MM. Limayrac et Grandguillot, et un peu *le Moniteur*. Divulguant alors la lettre impériale, *le Moniteur* fit remarquer que peut-être le Pape n'aurait pas dit ce que l'on venait d'entendre s'il avait reçu plus tôt cette lettre, datée de la veille du jour où il parlait. Sans doute, le Pape ne se serait jamais exprimé sur une lettre de l'Empereur, même publique, comme il avait sujet de le faire sur une brochure anonyme, et *le Moniteur* tombait dans une distraction trop forte en mettant sur le même pied deux documents si distincts par l'ordre hiérarchique.

Du reste, la lettre impériale résumait les arguments et adoptait les conclusions de la brochure. Après avoir dit au Pape que sa lettre l'avait vivement touché, et qu'il répondrait avec entière franchise à l'appel fait à sa loyauté, l'Empereur pressait le

[1] ...Un opusculo che può definirsi un monumento insigne d'ipocrisia ed un ignobile quadro di contradizioni. (Allocution de Sa Sainteté à M. le général de Goyon, 1er janvier 1859.)

Saint-Père de *faire le sacrifice des provinces révoltées*, pour faciliter les délibérations du congrès. Il ne voyait qu'à ce prix la possibilité d'obtenir la garantie du reste ; c'est-à-dire, qu'en refusant d'abandonner les Romagnes, le Pape risquait de perdre tout.

Le Pape refusa, comme il avait refusé le gouvernement laïque séparé. Les mêmes raisons de refuser subsistaient. Elles sont rappelées dans l'Encyclique du 19 janvier 1860, qui n'a trouvé place ni dans les *Documents*, ni dans les éclaircissements de M. de La Guéronnière :

« Nous avons déclaré à l'Empereur clairement et ouvertement « que nous ne pouvions en aucune manière adhérer à son con- « seil, parce qu'il porte avec lui d'insurmontables difficultés, « *vu Notre dignité et celle du Saint-Siége, vu Notre sacré carac-* « *tère et les droits de ce même siége, qui n'appartiennent pas à* « *la dynastie de quelque famille royale, mais à tous les catho-* « *liques*. Et en même temps Nous avons déclaré *que Nous ne* « *pouvons pas céder ce qui n'est point à Nous, et que Nous com-* « *prenions parfaitement que la victoire qui serait accordée aux* « *révoltés de l'Émilie serait un stimulant à commettre les* « *mêmes attentats pour les perturbateurs indigènes et étrangers* « *des autres provinces, lorsqu'ils verraient l'heureux succès des* « *rebelles*. Et entre autres choses, Nous avons fait connaître au « même Empereur *que Nous ne pouvons pas abdiquer Notre* « *droit de souveraineté sur les susdites provinces de Notre domi-* « *nation pontificale, sans violer les serments solennels qui* « *Nous lient, sans exciter des plaintes et des soulèvements dans* « *le reste de Nos États, sans faire tort à tous les catholiques,* « *enfin sans affaiblir les droits non-seulement des princes de* « *l'Italie, qui ont été dépouillés injustement de leurs domaines,* « *mais encore de tous les princes de l'univers chrétien, qui ne* « *pourraient voir avec indifférence l'introduction de certains* « *principes très-pernicieux*. Nous n'avons pas omis d'observer « que *Sa Majesté n'ignore pas par quels hommes, avec quel* « *argent et quel secours les récents attentats de rébellion ont* « *été excités et accomplis à Bologne, à Ravenne, et dans d'au-* « *tres villes, tandis que la très-grande majorité des peuples de-* « *meurait frappée de stupeur sous le coup de ces soulèvements* « *qu'elle n'attendait aucunement*, et qu'elle ne se montre nulle- « ment disposée à suivre. »

La réponse de la diplomatie à cette Encyclique se trouve dans

les *Documents*. C'est une dépêche de notre ministre des affaires étrangères, M. Thouvenel, à notre ambassadeur à Rome, M. de Gramont, en date du 12 février, et rendue publique avant même que le gouvernement pontifical en eût reçu communication. Elle a pour but de faire peser sur le Pape la responsabilité de tous les événements arrivés dans les États de l'Église pendant la dernière guerre, et ceux qui pourront survenir. Le procédé, les idées, le langage, sentent également la colère et diffèrent singulièrement à cet égard des formes toujours calmes et respectueuses de l'Empereur. « Si le Saint-Siége, dit M. Thouvenel, se décidait *enfin* à « descendre des *régions mystiques*, où la question n'est pas réel- « lement placée, pour revenir sur le terrain des intérêts tempo- « rels, *seuls* engagés dans le débat ; si à l'*intelligence* de la situa- « tion il joignait de la *modération* dans les procédés, *peut-être* « apporterait-il, quoiqu'il soit bien tard, un changement favo- « rable à sa cause. »

Ainsi le Saint-Siége, perdu dans les régions mystiques, n'a ni intelligence, ni modération, et ces qualités lui ont manqué si essentiellement, que quand même il viendrait à les acquérir, sa cause n'en serait que difficilement améliorée. Voilà ce qu'un ambassadeur de la fille aînée de l'Église est chargé de notifier au chef de l'Église. Que Dieu nous fasse miséricorde ! ces paroles retentissent comme le soufflet de Nogaret sur le visage trois fois sacré de Boniface VIII, dépouillé et captif.

Trois mois après que M. Thouvenel faisait ainsi le commentaire de l'Encyclique, on avait le commentaire du Piémont sur la lettre de l'Empereur. « Cette lettre, disait le comte de Cavour (26 mai 1860), nous a donné plus que nous n'avons obtenu à Palestro et à San Martino (combats où les Piémontais eurent l'avantage sur les Autrichiens; Magenta et Solferino ne comptent pas dans l'histoire du Piémont). » Et, pour prouver l'esprit de conciliation qui l'anime, le ministre piémontais ajoute : « La domi- « nation sacerdotale était pour nous plus préjudiciable même que « la domination autrichienne. »

Cependant, après le refus si motivé rappelé dans l'Encyclique, après la dépêche si courroucée de M. Thouvenel, et selon toute apparence sans ignorer les dispositions altières de Turin, la diplomatie ne juge pas encore à propos d'épargner au Pape ses suggestions. L'on vient d'entendre M. Thouvenel à la date du 12 février ; le 24, il écrit au ministre de France, à Turin : Que le

moment est venu de s'expliquer « avec une entière franchise, » que le Piémont doit veiller à ne pas s'agrandir trop et trop vite, que les annexions doivent être arrangées d'une certaine manière qui ne blesse pas trop tout le monde. En conséquence, pour ce qui regarde les Romagnes, M. Thouvenel propose cette combinaison qui excita tant d'étonnement, l'institution du roi de Piémont comme vicaire du Saint-Père ! M. de Cavour ne délibère pas longtemps. La proposition lui avait été portée le 29 février ; le 1er mars, il la repousse. Il répond que c'est trop tard ; que les Romagnols ayant goûté depuis neuf mois les bienfaits d'un gouvernement national (exercé par M. Farini, de Parme ou de Modène), ne voudront certainement pas reconnaître au Saint-Père « un titre qui impliquerait une ingérence directe dans le gouvernement intérieur.

Le Saint-Père, à qui la proposition fut néanmoins portée, la repoussa également ; et probablement son refus n'étonna pas plus que celui de M. de Cavour, qui l'avait précédé. Le refus de M. de Cavour n'eut pour le Piémont aucune des conséquences fâcheuses que la dépêche le priait de redouter de la part de l'Europe et de la part de la France. Celui du Saint-Père lui est amèrement reproché, et c'est un des arguments sérieux de la diplomatie, pour prouver que le Saint-Père s'est obstiné à tout perdre.

La France ensuite parle de rappeler ses troupes de Rome, et propose de les faire remplacer par une garnison napolitaine. Dans *Le Pape et le Congrès* on avait remarqué en passant que le roi de Naples ne pouvait donner aucun secours militaire au souverain Pontife sans s'exposer lui-même aux coups de la Révolution, qui ne manquerait pas de regarder ce secours comme une intervention contre *l'Italie*.

La France, que d'ailleurs les brochures n'engagent pas, oublie cette considération lointaine et ne voit plus aucun danger pour le roi de Naples à protéger le Saint-Père. Le roi de Sardaigne, consulté et rassuré par la France, non-seulement consent, mais même « *s'engage* à faire *tout ce qui dépendra de lui* pour *pré-* « *venir des troubles dans les Etats romains.* » (M. Thouvenel à M. Brenier, 25 mars 1860.)

L'expédition de Garibaldi était imminente. Le roi de Naples se souvient de la brochure, doute peut-être de la sincérité piémontaise, répond qu'il a peu de troupes, qu'il doit se défendre avant tout sur la frontière et en Sicile, et enfin que certainement les

troupes françaises ne quitteront pas Rome pour livrer le Saint-Père aux entreprises du parti piémontais. (Dépêche de M. Brenier au ministre des affaires étrangères.) M. Thouvenel observe que le roi de Naples, ayant si peu de confiance dans le système sur lequel il fonde sa sécurité, devrait alors faire des réformes qui lui rendissent les sympathies des populations. (Dépêche du 31 mars.)

Dans ce débat, l'attitude du Saint-Père est passive. Il ne s'oppose pas à la retraite des Français, il accepte le secours des Napolitains. Seulement, par réserve, et vu la gravité des circonstances, il se défend d'insister auprès de S. M. sicilienne. Les Français restent à Rome.

C'est alors que le Saint-Père demande (4 avril) si l'Empereur pense devoir s'opposer à la nomination de M. de La Moricière comme général de l'armée romaine. Avant de transmettre cette demande, l'ambassadeur exige que la commission du général, déjà signée par le Pape, soit révoquée, attendu que le gouvernement romain aurait dû préalablement s'assurer de l'agrément de Sa Majesté. Le Saint-Père subit cette humiliation, révoque la nomination du général, et le gouvernement français donne son consentement. « Disons-le *franchement*, s'écrie M. de La Guéronnière, « lorsqu'un prélat romain connu par son hostilité personnelle à « la politique française venait *jusqu'au fond de l'Anjou* (tant de fiel entre-t-il dans l'âme des dévots!) faire appel au courage et « au dévouement de M. de La Moricière, il choisissait moins le « héros de Constantine que l'homme politique séparé du gou- « vernement de son pays. » M. de La Guéronnière laisse échapper souvent de ces petites choses. A qui faut-il apprendre que M. de La Moricière est aussi fervent chrétien que vaillant soldat, et que ses sentiments religieux ne le désignaient pas moins que sa capacité pour porter le drapeau de l'Église? Si le souverain Pontife avait offert le commandement de ses troupes à quelque général en activité de service, il eût pu premièrement essuyer un refus, et qui sait s'il ne serait pas accusé d'avoir tenté la fidélité de nos généraux? On le connaît déjà si ingrat!

Ce qui suit, dans la brochure, sur les scènes ridicules qui se seraient passées au Vatican après l'arrivée de M. de La Moricière, est pénible à lire et ne mérite pas de réfutation. M. le duc de Gramont, notre ambassadeur, qui a eu l'honneur de faire sa première communion avec M. le duc de Bordeaux, a dû s'affliger

de répéter des bruits qui ne rapportent rien de vrai ni de vraisemblable. Les ramasser, pour tâcher de ridiculiser le Pape, et cela au moment de la dernière catastrophe et lorsqu'on se charge de la préparer, n'est pas digne d'un conseiller d'État. Si cette partie comique est nécessaire et qu'il faille absolument un bouffon dans ce drame, on a les jolis talents de MM. John Lemoinne et About. Je me permets de rappeler à M. le Conseiller qu'il est né pour le genre sérieux.

Voyons les dernières propositions de la diplomatie.

Garibaldi est en Sicile. La France et la Sardaigne le désavouent et, surprises au dernier point de cette expédition de forban, elles sont encore sans inquiétude sur le résultat. Rome, plus prévoyante, n'ignore pas que le dénoûment approche. C'est en ce moment qu'on lui propose une combinaison en trois points principaux, déjà soumise au cabinet de Vienne : « Organisation, « en dehors d'une intervention soit française soit autrichienne, « d'un corps d'armée destiné à veiller au maintien de l'ordre *à* « *Rome;* subside offert au souverain Pontife par les puissances « catholiques; enfin promulgation dans les États romains des « réformes déjà approuvées par Sa Sainteté. »

Voici la réponse du cardinal Antonelli, résumée dans une dépêche de M. de Gramont, M. de La Guéronnière la trouve *curieuse* et ne la reproduit pas tout entière :

« Le Saint-Siége n'adhérera à aucun protocole qui contiendrait une réserve « concernant la question des Romagnes. Admettre une réserve à cet égard « lui paraît une concession au fait accompli. Si les puissances catholiques « se réunissent pour traiter des affaires du Saint-Siége, la première ques- « tion qui doit les occuper est celle des Romagnes. Ou bien ces puissances « adhèrent à la spoliation, ou bien elles la désapprouvent. Dans le premier « cas, le Saint-Siége ne peut conférer avec elles. Dans le second, il ne peut « admettre que tous les États catholiques, formant une force aussi impo- « sante dans le monde, en soient réduits à souffrir en silence et à cacher « leur mécontentement par crainte de déplaire à la Sardaigne. Qu'ils décla- « rent leur volonté et leur résolution, et le spoliateur rendra à la victime de « son usurpation ce qu'il lui a ravi.

« Le Saint-Siége regarde la question des réformes comme résolue en prin- « cipe, mais il persiste à différer la publication de celles qu'il a consenties

« jusqu'à ce qu'il soit remis en possession des provinces annexées à la Sar-
« daigne.

« Il n'acceptera jamais une garantie pour les États restés sous sa domination, parce que, à ses yeux, ce serait reconnaître une différence entre ses États et ceux qui lui ont été ravis. Sous ce rapport sa résolution est inébranlable.

« Le Pape s'est déjà exprimé sur la question des subsides et il n'accepte pas le système d'une rente inscrite au grand-livre des États. Il ne se prêterait qu'à une combinaison qui aurait la forme d'une compensation des anciens droits canoniques perçus sur les bénéfices vacants et qui, par cela même, seraient très-difficiles à concilier avec les institutions actuelles de la plupart des États contribuants.

« Quant au secours des troupes à fournir par les puissances catholiques autres que la France et l'Autriche, le Saint-Siége préfère avoir la liberté de recruter lui-même son armée et acceptera avec plus de reconnaissance toutes les facilités que les gouvernements lui donneront à cet effet. »

Ce qui me semble *curieux*, je l'avoue, c'est la sincérité et la sécurité avec lesquelles M. de La Guéronnière livre ce noble langage à la risée publique. On nous fait sagement admirer, dans les classes, la majesté de ces anciens de Rome, qui, fermes sur leur chaise curule, subissaient patiemment les insultes des Gaulois vainqueurs et préféraient la mort à l'impiété de trahir la patrie. J'avoue humblement que le souverain Pontife, refusant de transiger sur son droit, ne me semble nullement inférieur à ces héros, qui eurent raison de ne pas fuir et de ne pas désespérer.

M. de La Guéronnière ne se contente pas pourtant de son beau sourire. Il essaye quelques arguments. Il demande avec quelles forces le gouvernement pontifical eût rétabli son autorité sur les Romagnes. Il avait la réponse du cardinal Antonelli dans les documents : « Nous ne réclamons ni l'intervention française ni l'intervention autrichienne. Que l'on fasse sortir les Piémontais et les étrangers, et qu'on nous laisse en présence des provinces, ainsi ramenées à l'état où elles étaient le jour où les Autrichiens les ont quittées. Qu'on ne s'oppose pas à ce que le Pape fasse appel aux puissances catholiques autres que la France et l'Autriche pour qu'elles lui envoient un contingent, et nous nous chargeons de rétablir l'autorité pontificale dans tout le territoire insurgé. » On dira que le gouvernement pontifical n'aurait pas réussi. Pourquoi ne l'avoir pas laissé essayer?

Sur le refus des subsides à payer par les puissances en forme de rente inscrite au grand-livre, M. de La Guéronnière se contente de supprimer l'observation du cardinal Antonelli touchant la difficulté de concilier la forme canonique, qu'il indique en passant, avec les institutions actuelles de la plupart des États modernes. C'est l'*exposé* présenté aux Chambres qui a prononcé le mot d'*annates*, lequel a fait tant rire M. John Lemoinne, du *Journal des Débats*. M. Lemoinne, très-joli écrivain, presque aussi joli que M. About, n'est pas forcé de savoir ce qu'étaient les annates. Le rédacteur de l'exposé aurait pu s'en enquérir, et il aurait vu qu'on a souvent demandé aux peuples des impôts plus onéreux et plus déshonorants. Hélas! un de nos malheurs est d'avoir beaucoup d'écrivains qui ne savent pas la langue, pour endoctriner un public qui ne sait pas l'histoire [1].

Quant à la résolution de former lui-même son armée et de la composer de contingents empruntés aux divers pays catholiques, le souverain Pontife, en cela encore, a montré sa sagesse. Malgré de beaux exemples, trop volontiers passés sous silence, on a malheureusement pu voir à Castelfidardo ce qu'aurait valu cette armée exclusivement nationale à laquelle la diplomatie voulait que le gouvernement pontifical confiât sa sécurité. D'un côté, la trahison n'y aurait pas trouvé moins de facilités qu'à Naples; de l'autre, le Saint-Père ne doit pas consentir à prendre le caractère laïque et militaire des autres souverains. Il n'est pas, il ne peut pas consentir à devenir un prince politique et exclusivement italien. Ni l'un ni l'autre de ces titres ne répond à sa dignité. Il

[1] A propos du subside et de l'indication du cardinal Antonelli, M. le baron Brenier, notre ambassadeur à Naples, rapporte une réflexion douloureusement remarquable de M. Caraffa, alors ministre de François II, alors roi : « Il a souri à la proposition, émise par le cardinal, qui ravivait indirecte« ment la prétention du Saint-Siége à la suppression des régales et modifie« rait ainsi l'antique droit de la monarchie française relativement à l'absorp« tion par l'État des produits résultant des vacances de bénéfices. En voyant, « m'a-t-il dit, l'inflexible persistance du Saint-Siége à revendiquer des privi« léges prescrits par les siècles et par les droits des couronnes, nous devons « nous féliciter d'autant plus d'avoir obtenu du gouvernement pontifical la « suppression du tribut de la *haquenée*, qui tenait le royaume de Naples « dans une sorte de vassalité morale à l'égard du Saint-Siége. » M. Caraffa et tout le gouvernement napolitain étaient fort régalistes. Que pensent-ils du *droit des couronnes*, aujourd'hui que le Saint-Siége ne les opprime plus? Il me semble que Naples, délivrée de cette sorte de vassalité morale envers le Saint-Siége, paye au Piémont un peu plus que le tribut de la haquenée.

est le père commun des catholiques; il occupe un territoire qui, en réalité, leur appartient à tous. Tous le doivent défendre, et, dans l'état normal, cette défense n'exige qu'une force de police qu'aucune raison n'empêche, et qu'au contraire toutes les raisons conseillent de recruter partout. Il convient, de plus, que ce service soit essentiellement volontaire. Étrange politique, qui presse le Saint-Père de faire des réformes, et qui lui impose de commencer par établir la conscription !

La garantie du reste des États de l'Église, promise en retour de l'adhésion du Saint-Père aux trois dernières propositions de la diplomatie, n'a jamais été qu'une proposition de la France. Personne n'y a jamais adhéré ; l'Angleterre et le Piémont l'ont repoussée. Donc, en acceptant cette proposition, le Pape aliénait son droit et n'obtenait rien. Il y a plus : l'office de l'armée fournie par les diverses puissances devant, suivant le texte, se limiter à la garde de Rome, il en résulte que le Pape, acceptant cette condition, abandonnait moralement le reste de ses États. Voilà où portait et ce que comportait cette dernière *suggestion* de la diplomatie, où M. de La Guéronnière veut voir le comble et l'entêtement de la générosité française faisant contraste avec la faiblesse, l'impéritie et l'ingratitude du Saint-Père.

Un dernier point à noter pour en finir avec ces dernières propositions, c'est que les *Documents* ne produisent aucune pièce directement émanée des cabinets étrangers. Nos agents seuls ont la parole et résument les réponses des ministres d'Autriche, d'Espagne et de Portugal. Sans accuser leur bonne foi, nous pouvons dire que de telles pièces ne permettent pas de juger sûrement la question. Je fais cette remarque à la décharge de M. Collantès, ministre des affaires étrangères d'Espagne, dont la réponse, transmise par M. Barrot, porte un regrettable cachet d'inconvenance. Du reste, la dépêche de M. Thouvenel sur la réponse de l'Autriche prouve que cette puissance n'a pas pris la proposition au sérieux. M. de La Guéronnière insinue le contraire. M. de Rechberg, dit-il, « fit une réponse sympathique.» Des dépêches subséquentes de M. Thouvenel, il résulte que cette réponse sympathique démontrait la convenance de remanier le plan français.

Résumons ce fidèle exposé : Toujours on a proposé au Pape des conditions inacceptables et injurieuses, car toujours on lui a

demandé de sacrifier les principes, son droit, sa dignité, et de précipiter la ruine de son pouvoir.

On lui a toujours proposé : 1° de reconnaître l'insurrection ; 2° de se laisser imposer un système gouvernemental qui semblait imaginé pour détruire également son autorité morale et son autorité matérielle. En d'autres termes, de laisser au Piémont ce qu'il avait pris et de consentir à ce qu'il prît le reste.

Accepter l'insurrection à Bologne, c'était la provoquer partout, la ratifier partout ; c'était abdiquer.

Accepter un gouvernement laïque pour certaines provinces, c'était condamner partout le gouvernement pontifical, l'avouer incapable, indigne ; c'était abdiquer.

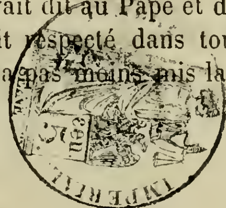
Accepter et appliquer immédiatement les réformes, sur l'ordre de la France, c'était abaisser l'autorité du Pape, l'annuler, encourager et justifier toutes les exigences ; c'était abdiquer.

Combien la scène change et combien notre diplomatie, que nous venons de voir si pressante et si impérieuse à Rome, paraît plus patiente, disons le mot, plus docile, dans ses rapports avec le Piémont !

Les *Documents* font connaître positivement le refus du Piémont d'adhérer à quelques-unes des propositions françaises au sujet des États de l'Église ; ils ne mentionnent son adhésion à aucune, et c'est avouer assez clairement un refus absolu, qu'établissent d'ailleurs tous les actes du gouvernement piémontais. M. de Cavour en a fait la confession officielle par cette parole bizarre, adressée aux Chambres : « Notre *étoile* à l'égard « de Rome.... c'est qu'elle devienne la splendide capitale du « royaume italien. » Le Piémont n'a pas tout de suite parlé si haut, mais personne n'oserait contester qu'il a toujours pensé ainsi.

L'on dira que la volonté de la France lui aurait fait accepter les propositions qu'il a rejetées, si Rome ne les avait pas rejetées comme lui. Les faits démentent péremptoirement cette allégation. Le Piémont n'a jamais paru prendre en considération la volonté de la France telle qu'elle a été officiellement connue. Il a passé outre, même lorsqu'il rencontrait la parole de l'Empereur ou sa signature.

La France, au début de la guerre, avait dit au Pape et déclaré au monde, que le Chef de l'Église serait respecté dans tous ses droits de souverain. Le Piémont n'en a pas moins mis la main



sur les Légations, et s'y est toujours conduit de manière à montrer qu'il ne songeait nullement à les rendre.

L'Empereur avait signé à Villafranca, et a fait maintenir à Zurich, la rentrée des princes dépossédés. Jamais le Piémont n'a paru prendre au sérieux cet engagement, aujourd'hui radicalement et définitivement violé.

La France a reclamé contre les premières expéditions garibaldiennes en Sicile. Ces expéditions, d'abord désavouées par la *Gazette piémontaise*, n'en ont pas moins continué, et plus tard, Victor-Emmanuel s'est fait un honneur d'y avoir consenti : « La « Sicile, a-t-il dit, combattait pour sa liberté, quand un preux « guerrier (un soldat heureux, dit M. de La Guéronnière), dé- « voué à l'Italie et à moi, courut à son aide. Ils étaient Italiens; « je ne pouvais, je ne devais pas les retenir. »

La France conseille au Piémont de faire alliance avec Naples. Le Piémont y met des conditions que la France reconnaît inacceptables; le Piémont continue d'expédier des volontaires.

Des troupes piémontaises sont concentrées sur la frontière des États de l'Église. Rome s'inquiète; elle interroge l'ambassadeur de France. Il répond au nom du Piémont, dans les premiers jours de septembre que, loin de songer à envahir le territoire pontifical, cette puissance *s'opposerait même à ce qu'il fût envahi par les bandes de volontaires*[1] ! Il y a mieux, il y a pire. Le 29 août, le général Cialdini et M. Farini se présentent à Chambéry devant l'Empereur. Ils lui déclarent que le gouvernement piémontais redoute une invasion immédiate de Garibaldi dans les États romains, et que si l'approche du condottière troublait les Marches et l'Ombrie, le cabinet de Turin croirait nécessaire d'entrer dans ces provinces *pour y rétablir l'ordre sans toucher à l'autorité du Pape*, et se trouver en mesure de *livrer bataille à la révolution* sur le *territoire napolitain*. M. Thouvenel ajoute que l'Empereur, tout en déplorant que la *tolérance* ou la *faiblesse* du gouvernement sarde eût amené les choses à ce point, ne désapprouva pas la résolution ainsi motivée et ainsi limitée du cabinet de Turin (*Documents*, p. 162). On sait ce que faisait huit jours après toute l'armée piémontaise, ce Cialdini en tête; comment furent traités Spolète et Pérouse; comment fut écrasée Ancône, sans qu'une barque française se soit avancée dans le port de cette ville pour sauver un vaincu ni protéger un mourant.

[1] Rapport du général La Moricière.

Cette explication de M. Thouvenel fait voir dans le Piémont une audace inouïe. Le mensonge tient ici au plus haut degré de l'insolence. Jamais, certes, souverain d'un puissant État n'a été trompé de la sorte par l'impudence d'un allié qui ne serait rien sans lui.

Le Piémont envahit, pille, rançonne, bombarde, tue, trahit, viole tous les droits, méprise toutes les libertés, renverse toutes les institutions. Il ne reçoit aucun conseil de réforme. On garde ces sortes de conseils pour les tyrans de Rome et de Naples. Il faut que le Piémont *fasse l'Italie,* et que le principe de non-intervention, posé par l'intervention de la France, soit respecté.

Le Piémont, qui avait pris les Romagnes comme par un tour de gobelet, a pu, par un guet-apens, prendre encore les Marches et l'Ombrie. La France a protesté, elle a retiré son ambassadeur ; mais, toujours en bonnes relations avec Turin, elle a maintenu le principe de non-intervention, qui doit nécessairement livrer aux subalpins toute la péninsule, sauf la Vénétie, gardée par des forteresses qu'on ne peut pas broyer comme Ancône, faire sauter comme Gaëte.

Ainsi le Piémont a pu annuler la parole de l'Empereur au Pape et sa signature à Villafranca ; il a repoussé ses conseils, rejeté ses propositions, bravé ses protestations ; il s'est enfin joué de lui à Chambéry : et M. de La Guéronnière loue et admire le Piémont, et s'indigne contre l'ingratitude du Pape !

Dieu, dit le prophète, réserve d'immenses joies à ceux qui le craignent. La moindre de ces joies n'est pas de sentir, lorsque l'iniquité nous écrase, qu'au moins nous sommes à l'abri du malheur de la seconder, de lui applaudir, ou seulement d'abaisser en silence notre conscience devant ses succès.

Ce succès de l'iniquité, dont les affaires de l'Italie nous offrent jusqu'à présent le spectacle hideux, n'a rien d'ailleurs qui puisse flatter notre orgueil national. Ceux qu'il réjouit en France font voir qu'ils aiment le mal pour lui-même, dans une complète abnégation de tout patriotisme comme de toute idée de justice. Que nous apprennent les *Documents ?* La diplomatie française y paraît en lutte réglée sur les affaires de l'Italie contre trois adversaires, Rome, le Piémont et l'Angleterre. Tous les trois ont des vues contraires aux siennes ; par tous les trois elle est battue.

A Rome, elle ne fait fléchir aucun principe, elle ne fait réussir aucune combinaison ; tout ce qu'elle prétend vouloir sauver suc-

combe, tout ce qu'elle veut manifestement abattre reste debout. Le Pape n'a plus, en fait, ce domaine temporel qui était garanti par la France ; par une constance invincible, il maintient le droit que la France voulait lui faire abjurer. Insaisissable dans les *régions mystiques,* dans ces régions du droit et du devoir d'où la diplomatie le somme en vain de descendre, le Pape est plus grand et plus souverain qu'avant d'être dépouillé. C'est bien ce que la diplomatie annonçait, mais non pas ce qu'elle voulait : elle est battue.

En Piémont, la France, par une inconséquence étrange, se tient à son tour volontiers dans les régions mystiques. Elle allègue des engagements dont on ne tient pas compte ; elle étale des sentiments et des attendrissements religieux dont on se rit ; elle propose des idées qu'on rejette toujours, elle intime des volontés qui ne prévalent jamais. Confédération, restauration des princes, autonomie des peuples, gouvernement laïque et séparé, vicariat, garantie, etc., aucune proposition française n'est admise, et la France subit tous les refus. Elle ne tient ferme qu'au principe de non-intervention, au moyen duquel seul le Piémont peut faire ce qu'elle ne veut pas qu'il fasse, du moins comme il le fait, l'unité de l'Italie. Le Piémont met tout en feu, en sang, en ruines, fait sa main dans cet incendie, et la diplomatie française n'empêche rien : elle est battue.

Contre l'Angleterre, peu visible en Italie et dans les *Documents*, partout présente néanmoins, la conduite du Piémont nous vaut un troisième échec. Le programme officiel français, posé avant la guerre et à Villafranca, c'était la confédération : il n'est pas même honoré d'un essai de réalisation. Le programme anglais, l'absorption piémontaise, a gain de cause. L'absorption piémontaise, c'est dans l'avenir, pour la Sicile au moins, l'annexion anglaise déguisée. Ainsi, avec l'intérêt révolutionnaire et anti-catholique, l'intérêt anglais triomphe en Italie par le fait même de nos victoires. Notre diplomatie, qui n'a pas pu ne point prévoir ce résultat, n'a pas su l'empêcher. Là encore elle est sensiblement battue.

Dans les *Documents*, et jusque dans la brochure de M. de La Guéronnière, à travers les félicitations que les diplomates ont coutume de s'accorder à eux-mêmes et de recevoir de leurs amis sur la belle conception et l'heureuse fortune de leurs plans, on rencontre cependant des aveux d'embarras, d'impuissance même,

presque des cris de détresse. Nous n'en sommes pas étonnés! Ou l'on ne veut pas avouer entièrement le dessein que l'on poursuit, parce que la conscience humaine, tout endurcie qu'elle est, ne le pourrait soutenir; ou déjà, emportés par les forces fatales qu'il a fallu déchaîner, on prévoit l'heure où les cataractes révolutionnaires, tombant toujours avec plus d'abondance et de furie, submergeront tout.

Ne demandons pas, — il est trop tard, — si les situations étaient si fatales il y a deux ans qu'il fallût absolument se jeter dans ce péril. On y est, et rien ne peut faire qu'on n'y soit pas. Ce qu'il faut chercher, c'est le moyen d'en sortir.

Je crois que ce moyen existe, qu'il serait glorieux, et même facile.

On allègue deux devoirs qui pèseraient également sur l'Empereur, et dont la diplomatie prétend chercher la conciliation jusqu'ici introuvable. On dit que, souverain issu du suffrage universel et fils aîné de l'Église, l'Empereur se trouve en présence de deux ordres d'idées, de deux ordres de faits, qui se contrarient et qu'il doit respecter également. Il doit respecter le vœu des peuples italiens qui aspirent à l'unité; il doit respecter, et ses propres sentiments l'y obligent, les droits de l'Église de Jésus-Christ. Cette aspiration des Italiens à l'unité, je n'y crois guère, je l'avoue; et ce devoir de l'Empereur envers un prétendu suffrage universel italien gouverné par des Cialdini, devoir qui le lierait envers l'Italie plus qu'envers la France, je n'y crois pas du tout, et la France ne le lui a pas imposé. Mais soit. Au moins peut-on trouver que ce devoir est rempli. Il a coûté assez d'or et de sang. Le suffrage universel français se croirait probablement tout à fait quitte de la dette qu'il a contractée sans aucunement le savoir, le 20 décembre, envers le suffrage universel italien. Reste l'autre devoir assumé par l'Empereur, le devoir très-évident de donner au Vicaire de Jésus-Christ la protection que lui doit cette France, l'aînée des nations chrétiennes, formée par les évêques sous la protection du Pontife romain.

Le plein et entier accomplissement de ce devoir serait aujourd'hui encore la plus forte garantie d'avenir pour la nouvelle Italie. Voyons ce qu'il demande, et s'il y faut renoncer.

III

## LE PAPE ET ROME.

Je suis de ceux qui pensent encore qu'il n'y avait point de question d'Italie, quant aux peuples italiens; que partout, en Italie, le peuple était gouverné suivant son génie et son bon sens, ne portant de lois qu'à la mesure de sa fierté, de liberté qu'à la mesure de sa paresse, et, en somme, de tous les peuples modernes le plus près d'être content de son sort, et avec le plus de raison. Jamais voyageur intelligent et sincère n'a vu nulle part qu'aucune partie de l'Italie manquât des institutions nécessaires au bien matériel du peuple. Celles qui ont pour objet le bien moral étaient sans nombre, particulièrement dans les États de l'Église.

Sur ce sol pontifical si calomnié, quel étranger n'a d'abord remarqué la fière tournure du paysan? On peut rencontrer comme partout des figures incultes et farouches, mais ces infâmes laideurs de la bassesse absolue et de la misère absolue, ce *facies* hideux de l'abrutissement, enfin, — qu'on me pardonne le mot, — ce type de la *canaille*, si fréquent chez nous, il n'existe point dans les campagnes; à peine le rencontre-t-on à Rome, même dans le Ghetto.

Les protestants et les incrédules oisifs de toute l'Europe, qui se sentent étouffer d'ennui dans leurs patries si bien administrées, accourent à Rome pour vivre un instant de la vie de ce peuple qu'ils disent le plus misérable du monde. Ils croient que le soleil, les monuments, les beaux aspects et les beaux souvenirs de cette terre composent seuls le charme qui les enivre et qui leur laisse au départ un inépuisable regret. De retour sous leurs cieux répudiés, dans les merveilles de la symétrie et de l'administration, ils luttent avec colère contre un attrait que leur orgueil national et philosophique voudrait en vain secouer. Ils ne peuvent comprendre ce prodige du soleil et des beaux-arts qui les a forcés de se plaire dans un pays où le balayage public est si mal organisé et l'homme si peu gouverné. Mais la nature est belle partout où elle s'appelle la terre natale, et partout la vieille et savante Europe a élevé des monuments et recueilli quelques mer-

veilles des arts. Le charme incomparable de Rome, c'est d'être d'abord la maison de famille, le berceau universel près duquel le fils rejeté lui-même sent frémir dans son cœur il ne sait quoi de doux qui est la voix du sang. Et ensuite, c'est l'instinct même de l'humanité régénérée par le Christ, qui tressaille et se réjouit. Au fond de l'âme, à des profondeurs inconnues de ceux qui n'ont pas été nourris du sein de l'Église, s'éveille la joie inénarrable de vivre au milieu de la liberté; non la fausse et louche liberté des philosophes et des politiques, liberté armée contre Dieu, contre l'autorité et contre les hommes; mais la liberté du Christ, la vraie liberté, qui donne à Dieu et à César ce qui leur est dû, qui n'entreprend rien contre les hommes, et contre qui personne n'entreprend. Partout dans l'Europe, séparés du Christ en fait ou en principe, les hommes sont des administrés, lorsque sous divers noms et sous divers costumes ils ne sont pas en réalité des esclaves. A Rome, dans les États de l'Église, les hommes sont encore des hommes, et qui se sentent des hommes, et que l'on traite en enfants du Christ.

La question italienne a été créée par la Révolution, avec les armes dont elle dispose et qui sont irrésistibles, l'expansion des mauvaises doctrines. Elle a d'abord, comme en France, comme partout, séduit l'orgueil et l'ingratitude des classes riches; elle a caressé la vanité ignorante et jalouse de la bourgeoisie. Nulle part elle n'a pénétré aussi tardivement dans le peuple et ne l'a moins profondément entamé que dans les États pontificaux. Malgré le peu de défense matérielle que pouvait lui opposer la puissance publique, il n'a pas suffi des conspirations ordinaires, et il a fallu que toute la diplomatie européenne s'y employât durant de longues années. En donnant un peu de secours au Saint-Père, rien n'était plus facile que de maintenir chez lui, je ne dis pas seulement l'ordre, mais la paix. Il ne fallait pas même de force matérielle; il n'y avait point de sédition armée à vaincre, c'était assez de l'assistance morale de l'Europe.

Non-seulement cette assistance a manqué, mais l'Europe a fait le contraire, et depuis longtemps. Cependant, lorsque la Révolution triomphe partout, nous voyons que quelque chose l'arrête encore à Rome; elle hésite devant ce dernier coup à porter. Ses conseils sont partagés: elle veut et ne veut pas; la fureur de destruction pousse, l'instinct de la conservation retient. Il y a dans la Révolution un parti sage, ou, si l'on veut, timide, qui sent

qu'elle n'aura jamais commis une pareille injustice, ni un pareil forfait contre le genre humain, et qui en craint les conséquences pour la Révolution elle-même. Il semble que déjà plus d'un centurion se dit : Si c'était vraiment le fils de Dieu!

Je n'ai pas à faire l'histoire de la Révolution dans l'État pontifical. Cela remonte loin, et l'on trouve partout beaucoup d'audace, de ruse, d'abus de la force, d'hypocrisie. Ce n'est pas de nos jours que l'on a inventé le catholique sincère mais indépendant. Pour ruiner le pouvoir pontifical, éternel antagoniste de ceux qui font *mourir les âmes*, tous les ennemis politiques et religieux ont allégué l'intérêt de la religion, ont feint de vénérer le Pontife. Tous ont donné ce témoignage de l'attachement des peuples à la doctrine et au souverain dont on prétendait en même temps qu'ils voulaient s'affranchir. Aujourd'hui encore, il faut employer cette ruse, même dans les provinces les plus gâtées par l'esprit révolutionnaire. On sait si la violence a été négligée; on la voit à l'œuvre!

C'est la violence qui prétend que les États de l'Église sont du domaine de l'Italie; c'est elle qui réclame Rome. Et en réclamant Rome, l'Italie révolutionnaire réclame plus qu'une tête pour elle-même : elle veut décapiter la vieille humanité chrétienne.

Sans opposer à l'Italie révolutionnaire les arguments qui conviendraient et qui sont à sa disposition, la France témoigne assez cependant par ses hésitations et ses incertitudes que la suppression du domaine temporel implique la suppression prochaine de la Papauté, et que peut-être le maintien de la Papauté est l'intérêt supérieur du genre humain.

Or, comment maintenir la Papauté autrement qu'elle ne veut elle-même être maintenue? Si on la violente à ce point de la transporter d'un lieu à un autre, de mépriser ouvertement à la face des peuples ses droits, ses protestations, ses anathèmes, quelle force morale lui laisse-t-on ? Quoi! c'est Dieu que l'on prétend honorer en elle; c'est parce qu'elle représente Dieu qu'on lui conserve un reste de vie, et c'est ainsi qu'on la traite, et son Dieu avec elle ! Et l'on croit que les peuples ne se demanderont pas : Quel est donc ce Dieu ?

La conscience crie avec le bon sens que le Pape n'est dans son lieu qu'à Rome, mais libre et non en prison. Rome avec une banlieue ne différerait en rien de Savone et de Fontainebleau. Il faut un espace légitime, quelque forme que reçoive

l'Italie ; et ce n'est pas trop de ce petit royaume créé et consacré par le temps, qui existait encore l'année dernière.

Les *Italiens* seront-ils sacrifiés pour cela? Les Italiens qui s'estiment sacrifiés à moins d'avoir Rome pour capitale, ou sont des ambitieux qui méritent la haine, ou sont des sectaires sauvages qui songent beaucoup moins à faire l'Italie qu'à défaire le christianisme. Ce petit territoire, distrait du sol de l'Italie au profit du genre humain, et qui portera le chef et le guide des consciences, n'est pas indispensable à l'Italie pour s'élancer dans les voies de la gloire et de la fortune? Ces Italiens qui ne veulent pas laisser de place au père commun des nations séparent Nice du sol sacré, ne revendiquent ni Malte ni la Corse, et trouvent fort bon que l'on contraigne la Chine à recevoir l'opium qui se présente avec un passe-port anglais.

Ceux des Italiens qui pourraient se prétendre sacrifiés, les seuls, sont les sujets des États de l'Église. Trois millions d'hommes condamnés à vivre dans une paix perpétuelle avec les autres peuples, à ne payer que fort peu d'impôts, à subir le gouvernement d'un prince électif, naturellement débonnaire, qui doit, au péril de sa vie, leur conserver la nationalité, la religion, la famille, la propriété. Ajoutons-y le malheur de ne pouvoir fonder une dynastie (car ils peuvent d'ailleurs aspirer à tous les emplois, même au trône), voilà l'inévitable infélicité des sujets de l'Église.

Dira-t-on qu'il faut parler sérieusement, et que les Romains sont trop à plaindre de n'avoir pas, d'une part, ce que l'on appelle la liberté de penser, qui est le droit de contester publiquement les vérités nécessaires au salut des sociétés ; de l'autre, d'être privés des vastes chances d'aventures et de fortune qu'offrent les grands empires? Il est facile de leur donner cela, et plus largement qu'à tous les autres peuples, sans chasser du monde ni le Pape ni Dieu.

Comme, en fait, tout catholique est citoyen de Rome, rien n'empêche d'accorder à tout sujet romain le bénéfice de la réciprocité, et de le déclarer sujet de tout État catholique ; de telle sorte que, sans perdre sa nationalité romaine, il puisse désormais courir telle carrière qu'il voudra choisir, en France, Belgique, Italie, Allemagne, Espagne, etc.

Que la France seulement prenne l'initiative. Qu'elle ouvre les charges de l'Église, de la magistrature, de l'armée, de l'administration, à tout sujet pontifical qui, sans autre brevet de natu-

ralisation que son acte de naissance, aura pris les grades et rempli les conditions imposées aux régnicoles. Ce que fera la France, on ne tardera guère à le faire partout. Dès lors, les lecteurs du *Siècle* n'auront plus aucun sujet de plaindre ces tristes Romains, « étouffés sous le joug abrutissant des cardinaux. »

Cependant, d'un côté, le Pape resterait Roi et Maître chez lui; de l'autre, beaucoup de réformes, inutilement et témérairement essayées aujourd'hui, deviendraient promptement praticables. Immédiatement le peuple recevrait tous les allégements que procurent la paix et la sécurité; bientôt le gouvernement se trouverait en position de restaurer, plus libéral que jamais, cet ancien régime municipal qui faisait de l'État de l'Église une véritable confédération de républiques. Ramenés par l'amour de la terre natale, la plupart des Romains qui auraient cherché fortune à l'étranger, sans pourtant abjurer la patrie, fourniraient les éléments sérieux qui manquent aujourd'hui pour assurer la conservation de l'ordre dans l'inévitable mobilité d'un régime quasi tout républicain. Instruits, calmés, entourés de considération, assez riches, ces hommes seraient les gardiens naturels d'une liberté qu'on ne songerait pas d'ailleurs à attaquer, et leur expérience les porterait d'eux-mêmes à en réprimer les écarts.

On pourrait, non moins facilement, ouvrir aux sujets pontificaux une autre sphère d'activité, toute nationale. Il faudrait donner au Saint-Père une colonie dans l'extrême Orient, et l'aider à se créer une marine à laquelle on assurerait tous les priviléges possibles, et qui serait en même temps commerciale et apostolique. Je n'ai pas besoin de faire entrevoir tout ce que l'influence naturelle des missions peut assurer d'avantages à la grande nation catholique d'ici à une époque maintenant bien rapprochée. La colonie pontificale deviendrait un centre d'établissements religieux et scientifiques, indispensable à la civilisation régulière de ces populeuses contrées que l'on ne peut plus maintenant appeler des contrées lointaines. J'ose dire que la colonie pontificale ne paraîtrait pas moins utile et indispensable à la sécurité de l'Europe. Si la Chine ne devient pas en grande partie catholique, elle deviendra russe ou anglaise, plus probablement russe, et elle sera le poids qui écrasera l'Europe. Il ne faut à Dieu que des brins d'herbe pour arrêter les avalanches, et partout on voit l'industrie humaine planter des roseaux et

disposer d'humbles clayonnages pour lutter contre l'invasion des fleuves et de la mer.

Je n'insiste pas sur les conséquences variées de l'idée que je mets en avant. Plus l'application en serait large et généreuse, plus les résultats seraient prompts et salutaires. En appelant toutes les nations catholiques à protéger ainsi l'Église, comme elle veut et comme elle doit être protégée, la France reste dans la beauté de son rôle historique. Sans dommage pour personne, elle conserve la primauté qui lui appartient. Elle résout noblement une difficulté formidable; elle fonde une seconde fois, au profit du monde agrandi, la sécurité temporelle du principat apostolique.

C'est ainsi qu'il me paraît possible de concilier ce que l'on est convenu d'appeler l'*intérêt italien*, et l'intérêt du maintien de la Papauté, intérêt supérieur, intérêt universel, et par là même infiniment plus *italien* que l'intérêt révolutionnaire, auquel on l'a jusqu'ici manifestement subordonné. Ainsi encore me semble se concilier ce que l'on appelle un double devoir de l'Empereur, et comme souverain issu du suffrage universel, et comme fils aîné de l'Église. Devoir imaginaire et de pure convention, selon moi, dans le premier cas ; mais, dans le second cas, essentiel et très-évident. On comprend très-bien que le fils de l'Église doive assistance au chef de l'Église, et plus encore à sa fonction qu'à sa personne. On ne comprendra jamais que le suffrage universel puisse avoir des droits jusque sur la conscience religieuse des souverains, et obliger Sa Majesté Très-Chrétienne à laisser le Piémont supprimer le domaine temporel du vicaire de Jésus-Christ. Jamais il n'a été question de rien de pareil en France ni avant ni depuis l'Empire. Si le suffrage universel des Piémontais et des Romains pouvait imposer une telle révolution à la France et à toutes les nations catholiques, si elles pouvaient être dépossédées à la fois et du Pape et de Rome avec le Pape, que deviendrait la conscience du monde entier, et que serait le suffrage universel lui-même ?...

Oui, mais le Piémont? mais l'Italie ?

Si le Piémont doit dominer, s'il faut en passer par sa volonté et le laisser faire lui-même l'Italie et comme il la veut faire, je n'ai rien à répondre, sinon qu'il est difficile de croire à la durée du Piémont, plus difficile de croire à la durée de l'unité de l'Italie.

Avant que le Piémont ait achevé de pétrir cette pâte sanglante de

l'Italie, et que tant de sang et de rancunes aient pu s'évaporer, et que l'oubli éteigne de si amères douleurs, si elles peuvent s'éteindre jamais, il faut plus qu'un long règne. On ne peut guère l'attendre; on ne peut guère davantage attendre de longues prospérités. Mais, d'un autre côté, tandis que l'Italie en dissolution, ou si l'on veut en fusion, livrée à la conquête et à la guerre civile, n'ayant de force en elle que contre elle-même, paraîtra aux yeux de l'étranger une proie facile à saisir, il ne faudra pas de longues années pour que quelqu'un se ravise en Europe et s'aperçoive que l'Italie unitaire, une fois ramassée et disciplinée sous la main d'un maître hardi, deviendrait une puissance assez inquiétante. Par l'Adriatique et le Tyrol, elle menacerait l'Allemagne; par les Alpes, elle menacerait la France; par la Méditerranée, elle menacerait l'Angleterre. De ces trois voisins de l'Italie unitaire, il y en aura un au moins qui ne voudra pas la laisser grandir! Ce sera peu de chose que l'Italie sans le Pape; elle n'aura plus son palladium, son territoire neutre et sacré. Elle inspirera peu de sympathie au monde ébranlé par les débauches de sa politique sans gloire. Quelques compétiteurs viendront se la disputer en la foulant aux pieds, et elle servira le vainqueur.

## IV

## LA VRAIE QUESTION.

La diplomatie qui n'est pas ou ne veut pas se déclarer franchement révolutionnaire se sent troublée et embarrassée devant le Pape; d'autant plus troublée et embarrassée qu'elle ignore en partie et sincèrement les causes de son trouble et de ses embarras. Elle se targue d'être parfaitement au-dessus des préjugés populaires et ne voit rien dans le Pape qui le distingue d'un autre souverain, sinon que l'on doit garder envers lui une certaine étiquette, et qu'il est matériellement le plus faible des souverains. Napoléon I^er^ se proposait d'accorder au Pape, en traitant avec lui, le degré de considération auquel peut donner droit une armée de 200,000 hommes. Mais qu'est-ce que c'est aujourd'hui que 200,000 hommes? Et, d'ailleurs, la diplomatie voit trop

que le Pape ne les a point. De l'existence manifeste et incontestée de la faiblesse matérielle, la diplomatie infère aisément la nécessité, l'obligation de la faiblesse morale, seule vertu que permette alors la sagesse politique. Elle va donc, pousse en avant et s'inquiète fort peu des angoisses et des réprobations qu'elle excite. Elle a la force. Contre la force, que pourra ce petit souverain qui ne porte point l'épée, ce prêtre qui n'a pas même d'épée et dont la couronne n'est plus qu'un objet d'archéologie? Si la première communion apparaît au diplomate, comme elle apparut à ce général qui fut chargé d'arrêter Pie VII, le diplomate imite le général et se souvient que son affaire est de contraindre le Pape, et nullement de contempler sa première communion.

Mais voilà qu'au lieu de la faiblesse attendue, on se heurte à une force morale invincible ! Alors la diplomatie n'est pas seulement déconcertée, elle est véritablement indignée. D'où vient cette force morale, cette résistance insensée? Elle l'attribue à l'étroitesse d'esprit, elle s'en plaint d'un ton qui ne garde plus aucune mesure, elle écrit publiquement que le Saint-Siége n'a pas l'intelligence de sa situation, qu'il doit, sous peine de perdre tout appui, quitter les *régions mystiques* et descendre sur le terrain des intérêts matériels, *seuls* engagés dans le débat.

Une proposition qui implique immédiatement un changement dans l'assiette morale du monde, et qui prochainement doit réduire le Catholicisme à l'état de secte sans existence officielle; une telle proposition ramenée à de tels termes, et présentée en ces mêmes termes au souverain Pontife! Et quel comique amer se mêle à l'effroi de la pensée, lorsque la diplomatie qui formule des ingénuités si fortes, vient accuser d'*ingratitude* la raison désarmée à qui elle veut imposer son aveuglement!

Chargé de faire admirer cette diplomatie qui consterne le sens catholique et qui blesse le bon sens, M. de La Guéronnière ne parvient pas à l'admirer lui-même. Il semble ne rien comprendre aux déconvenues qu'elle a essuyées, et les embarras qui font à tout moment gauchir son apologie ne l'éclairent point. Jaloux de parler en catholique sincère, forcé de raisonner en catholique indépendant, vainement il ourdit. Sa trame ne se tient point; elle provoque partout ces deux mots terribles, qui ont naguère déchiré un autre chef-d'œuvre de la même navette : Hypocrisie, contradiction. Il croit peut-être que c'est par habileté qu'il n'a pas conclu; c'est encore plus par nécessité. Il n'existe point de conclusion

où se puissent trouver d'accord le catholique sincère et le catholique indépendant. A la conclusion, il faut de toute nécessité que le masque tombe, que le sincère expulse l'indépendant, ou que l'indépendant fasse voir que le sincère n'est pas sincère.

Le Pape conclut parce qu'il est sincère; le Piémont conclut parce qu'il est indépendant. M. de La Guéronnière, sincère et indépendant, ne peut pas conclure; et c'est à quoi n'a pu arriver non plus la diplomatie.

La diplomatie et M. de La Guéronnière semblent croire que le Pape est ici-bas pour traiter avec un représentant de la France du dix-neuvième siècle, sur une lutte *locale* entre le Roi de Rome et les volontés supposées de l'Italie; lutte dont les conséquences matérielles seules, et non le principe, peuvent intéresser et le Pape, et la France, et le reste du monde. Mais les angoisses du monde et les propres perplexités du négociateur, visibles en dépit de toutes les industries diplomatiques, proclament qu'il s'agit de tout autre chose, d'une chose plus grave même que le sort d'une nation.

Le Pape est porteur de ce que l'humanité désire, honore, croit depuis soixante siècles. Le monde chrétien le sent et l'affirme; le monde révolutionnaire le sent et le nie. Le monde chrétien veut maintenir le Pape à Rome, parce que Dieu l'a placé là, pour être la tête de l'humanité. Le monde révolutionnaire veut ôter le Pape de Rome, parce que la Révolution, qui est satanique, dit Joseph de Maistre, et par conséquent ennemie de l'humanité, aspire à décapiter l'humanité. La Révolution veut reprendre Rome sur le Christ et sur Pierre, comme le Christ et Pierre l'ont prise, il y a dix-huit siècles, sur Satan et sur Néron. Telle est la question romaine. M. de La Guéronnière paraît ne pas le soupçonner, M. de Cavour en a quelque idée, peut-être; M. Mazzini le sait bien.

Avant de développer ce vrai terrain de la question que M. de La Guéronnière a cru traiter, je dois à cet auteur un rapide aperçu de l'*intention* fondamentale (je ne dis pas de l'idée) de son écrit.

En homme d'État, très-sûr de son coup d'œil, il part de ce point acquis, que le temps des guerres de religion est passé...., attendu, probablement, qu'il n'y a plus de schismes, plus d'hérésies, et que Dieu, se mettant au pas de la saine philosophie, est devenu éclectique. Ayant constaté ce progrès consolant, M. de La

Guéronnière passe à un autre tableau, non moins flatteur. Il nous montre l'Église calme et puissante « au milieu des sectes *dissidentes* (ne dites plus hérésies) librement exercées. » Il nous montre la France donnant au Pape plus d'âmes qu'il ne pourra *jamais perdre de sujets ;* délicate insinuation ! Il fait voir aux catholiques combien ils doivent peu s'alarmer de la situation présente, puisqu'il ne s'agit nullement de s'attaquer à la suprématie spirituelle du Pape, loin de là ! mais tout simplement de lui prendre un simple petit morceau de terrain auquel on s'afflige de le voir scandaleusement attaché, et que sa piété plus éclairée devrait enfin sacrifier au bonheur de l'Italie et à la paix de l'univers.

A qui la faute, se demande ensuite notre brillant auteur, si le Pape se trouve aujourd'hui isolé, séparé du mouvement italien dont il serait le chef naturel ? Gardons-nous de répondre que, l'Église n'ayant pas encore aboli le septième commandement, le Pape ne saurait s'associer au mouvement italien, qui est essentiellement une entreprise contre le bien d'autrui. Le monde est devenu sérieux ; le septième commandement ne peut plus servir de raison ! Si le Pape est isolé, abandonné, captif dans sa capitale, c'est à cause des abus de son gouvernement. Le gouvernement pontifical fait une tache trop criante au milieu des reluisantes perfections de tous les autres gouvernements de la terre. Assurément, le Pape n'en est pas coupable ; mais son *entourage !* Quel entourage pour un Pape, quand les autres souverains sont si bien entourés ! Tableau de Pie IX, victime et jouet d'une poignée d'intrigants pleins de haine contre la France, et tous Autrichiens. O lumières du siècle, à qui l'on ne craint pas d'offrir de pareilles conceptions ! Dans ce pittoresque tableau de l'incapacité absolue du Pape, le pinceau pieux de M. de La Guéronnière n'a rien tant soigné que les présentations de volontaires, qu'il qualifie de « scènes ridicules, » de « parodies de Coblentz, d'imitations puériles de Grégoire VII. » Après quoi, reprenant « la boussole de la modération, » il exhorte les catholiques à ne point se laisser entraîner par ce délire d'un pontife très-vénérable et très-bon, mais qui, pour son malheur et le nôtre, ne cherche et n'admet que de détestables conseils.

Lorsqu'il expose ainsi les faits, M. de La Guéronnière devrait se demander pourquoi il continue de protester de son respect et de son dévouement envers le Saint-Siége ? Est-ce qu'il croit sincèrement que le Pape est le représentant de Dieu sur la terre ?

Non, car il croirait en même temps que Dieu, ne pouvant pas ignorer absolument la science politique, devrait en communiquer quelque chose à celui qui le représente; assez du moins pour ne pas tomber tout à fait dans le mépris. Est-ce pour ne pas trop froisser les catholiques sincères sans indépendance? Non. M. de la Guéronnière a tâté le pouls des catholiques. Il a vu leur indifférence ou tout au moins leur apathie pour la défense du pouvoir temporel; il constate avec allégresse le petit nombre et la prompte défaite de ces pauvres jeunes fous qui sont venus périr à Castelfidardo, se croyant des croisés, comme si le temps des croisades, des « guerres de religion » n'était pas fini, et qu'il fallût désormais autre chose qu'un guet-apens pour se débarrasser des croisés et de la croisade! Et toutefois, même dans ce moment de mépris sublime que lui inspire le triomphe de l'esprit philosophique à Castelfidardo, M. de La Guéronnière ne se déprend pas de respecter le Pape. Il se hâte d'ajouter que la voix du Pape, s'élevant de la chaire de Saint-Pierre pour défendre une vérité divine, remuerait encore le monde. Sans doute, alors, il serait capable de se lever lui-même, capable d'écrire une brochure au profit de la vérité!

On ne croit pas que le Pape représente la Divinité, on méprise les tièdes fanatiques qui conservent cette erreur, on fait assez peu de cas du clergé pour le complimenter sur le sens *éclairé* qui le rendrait insensible aux gémissements du Vicaire de Jésus-Christ; on méprise enfin le Pape qui, seul dans le monde, ne sait pas voir ce que réclame le salut de l'Église; et l'on se met à genoux pour dire ces choses! Et au lieu de déclarer nettement que la Papauté, telle que dix-huit siècles l'ont faite et reconnue, est une imposture de dix-huit siècles et qui doit être traitée en conséquence, on prétend n'être occupé que des moyens de la maintenir et d'augmenter sa splendeur.

La clef de ces hypocrisies, de ces contradictions, de ces mystères de la conscience, la voici. Malgré tout, derrière les catholiques défaillants, derrière le clergé sans force, derrière le Pape sans défense, dans cette obscurité épaisse où l'on s'est engagé avant d'en avoir pu sonder les abîmes, on craint de se heurter à la main du Dieu vivant.

Et nous qui tremblons aussi, et qui devons trembler, nous ne savons pas si jamais, depuis le Calvaire, le caractère divin de la Papauté est apparu plus évident. D'un bout de la terre à l'autre,

la plupart de ceux qui ont présentement la puissance ne font entendre qu'un seul cri : *Crucifige! A bas le Pape!* On prodigue les dérisions et les outrages, on donne toute licence à d'odieux insulteurs, mais l'on retient encore la main sauvage qui s'offre pour porter le dernier coup.

Frappera-t-elle enfin? La laissera-t-on faire? Le délire du mal est monté assez haut, et Dieu garde un silence assez terrible pour que le monde ait tout à redouter, excepté pourtant cette chose que la folie humaine désire par-dessus tout : la disparition de l'Église de Jésus-Christ. *Non prævalebunt*, a dit de ces entreprises Celui qui peut rouler la terre comme un manteau. Les cieux disparaîtront, cette parole est stable à jamais.

La question italienne n'est pas la question de l'indépendance politique d'une nation. Si le Pape n'était point là, peuples, sectes et gouvernements ne se montreraient pas plus touchés du destin de l'Italie autrichienne qu'ils ne le sont des malheurs bien autrement réels de l'Irlande et de la Pologne. La question italienne met le feu sur la terre parce qu'elle est le dernier acte de la révolte du Protestantisme contre l'Eglise de Dieu.

Le mot de *liberté des peuples* couvre la révolte contre la vérité divine, exactement comme cet autre mot, *liberté des consciences*, la couvrait au temps de Luther. Et quand je dis le *Protestantisme*, je n'entends point la forme religieuse qui a pris cet étrange nom. Le Protestantisme comme religion n'était que le premier masque du monstre. Il avait besoin de ce déguisement, les peuples ne voulant pas encore se passer de Dieu ni reprendre le dieu de chair et d'os des païens, le dieu César. Mais les peuples ont fait du chemin! Le Protestantisme l'a compris, il a progressé lui-même : de la liberté des consciences il a passé à la liberté des peuples, au suffrage universel déclaré maître absolu des institutions et des âmes, et c'est par là qu'il espère enfin frapper de mort l'œuvre immortelle de Jésus-Christ. Son attaque nous offre le triple caractère qu'elle avait au seizième siècle : caractère social, caractère politique, caractère religieux.

Luther attaque l'état social dans sa racine en ébranlant la solidité du mariage, *base* de la société chrétienne; il attaque l'état politique dans sa racine par le déplacement des pouvoirs et l'abolition de la hiérarchie, *développement* de la société chrétienne; il attaque l'état religieux dans sa racine par l'abolition du culte extérieur, expression nécessaire du culte intérieur, *couronnement*

de la société chrétienne. Cette triple attaque se fait au nom de la liberté : pour la liberté de la chair, le divorce; pour la liberté de l'âme, le pontificat des princes; pour la liberté de l'esprit humain, au nom de la dignité de Dieu, la déchéance de tout culte extérieur.

La Révolution nous présente le développement régulier et logique de ces trois libertés protestantes.

La Révolution, tout le monde le voit, traîne à sa suite le socialisme; et le socialisme, tout le monde le sait, proclame au nom de la liberté de la chair l'abolition totale du mariage, ruine absolue de la famille, dernière et logique conséquence du divorce.

De même que Luther avait proclamé pontifes les rois, au nom de la liberté de conscience religieuse, de même la Révolution proclame les peuples rois, au nom de la liberté de conscience politique. D'un côté, le droit de l'individu au choix d'une forme de religion; de l'autre côté, le droit de l'individu au choix d'une forme de gouvernement. Une fois sortis de la théorie, les deux droits sont devenus des réalités exactement de la même manière. Là où existe encore le pur Protestantisme, celui qui n'a pas protesté contre lui-même, la législation punit de l'exil, elle a puni de mort tout individu saisi dans l'exercice du droit sacré de choisir sa forme de religion : la Révolution, partout où elle peut travailler en liberté, punit d'exil, punit d'emprisonnement, punit de mort tout individu qui veut exercer le droit sacré de choisir sa forme de gouvernement. Mais la Révolution se soucie bien de la justice, de la logique, de la raison, et des dogmes même qu'elle enfante! Elle aime à broyer sous ses pieds et l'homme et toute puissance intellectuelle et morale dans l'homme; et tout lui est bon contre l'homme, pourvu qu'elle le sépare de la vérité.

Les peuples-rois sont la conséquence rigoureuse, inévitable, du principe qui avait créé les rois papes; c'est-à-dire du principe qui veut que l'autorité s'exerce de bas en haut; c'est-à-dire encore du principe qui veut, en les divisant, tuer d'un même coup et l'autorité et la liberté, lesquelles n'existent pas si elles ne sont indissolublement unies.

Enfin la Révolution proclame au nom de la liberté de l'esprit humain, au nom de la dignité de Dieu, la déchéance du Pape-Roi; en d'autres termes, l'abolition absolue et sans retour d'un culte extérieur, image et expression du culte intérieur. Et ici,

l'identité du principe de Luther et du principe de la Révolution se manifeste dans les termes mêmes. Luther jurait aux peuples qu'il n'en voulait pas à leur foi : tout au contraire, dans l'intérêt même de leur foi, il voulait la dégager de ces formes extérieures qui ne font que l'obscurcir. Pourquoi ce culte, ces cérémonies, ces richesses dans les temples? Dieu n'a pas besoin de ces choses, et elles nuisent à la pureté de la foi. Le vrai chrétien redoute de s'attacher à la forme extérieure, il veut adorer en esprit et en vérité! Et il en a été de l'adoration en esprit et en vérité comme du droit de se choisir une forme de religion, comme du droit de se choisir une forme de gouvernement. L'esprit de secte a multiplié sans fin les mensonges; il a fait pulluler des docteurs pour inventer et accréditer toutes les folies; il n'enfantera jamais une sœur de charité! Toutes les folies, mais pas la folie héroïque, la folie de l'amour, la folie de la croix !

En face du pouvoir temporel du Pape, la Révolution répète mot à mot les serments de Luther en face du culte extérieur. Loin d'en vouloir au pouvoir spirituel du Pape, son unique dessein est de l'affermir, et c'est pourquoi elle aspire à le dégager des entraves de ce monde. Les préoccupations du Roi nuisent trop aux obligations du Pontife ; soulageons donc le Pape du fardeau de la royauté : qu'il n'ait plus qu'à vaquer aux besoins des âmes!

Une partie du monde est tombée dans le piége de Luther ; le monde entier tombera-t-il dans le piége de la Révolution? Le monde entier adoptera-t-il cette absurdité suprême de croire que l'idée ne se développe souverainement qu'à condition de s'interdire toute expression ? Je sais seulement que le jour où l'on obtiendrait de la Papauté sa *renonciation* à la Royauté temporelle, ce jour-là le Catholicisme serait protestant, et produirait les fruits du Protestantisme. La Révolution ne l'ignore pas; de là, peut-être, ses hésitations à frapper le dernier coup, ses instances et ses ruses pour obtenir cette renonciation qui lui donnerait ce que ses ancêtres ont en vain demandé à la mort. Depuis dix-huit siècles qu'il fait effort pour anéantir l'Église, l'esprit du mal a pu apprendre que la Papauté ne périt pas dans les supplices : il voudrait la faire apostasier.

Ceux qui, de *bonne foi*, demandent au Pape d'abjurer son pouvoir temporel (et je ne dis pas que M. de La Guéronnière lui-même ne puisse être du nombre) ceux-là non-seulement ne

savent pas ce que c'est que la religion catholique, mais ils ne savent pas même ce que c'est qu'une religion.

Une religion quelle qu'elle soit n'embrasse pas une partie de l'homme; elle embrasse l'homme tout entier, elle embrasse la société tout entière. Les mœurs, la législation, la vie sociale et la vie politique de toutes les nations, à toutes les époques, n'ont été que le miroir fidèle de leur vie religieuse. Et voici la question dans les termes les plus clairs : Le Catholicisme est-il, oui ou non, la vérité religieuse? S'il n'est pas la vérité religieuse, rien n'empêche d'en finir. Que Cialdini marche sur Rome avec le canon et le couteau qui ont régénéré Gaëte! Seulement, où est alors la vérité religieuse ? Où trouvera-t-on un système capable de contenir et de régler les forces débordantes de l'espèce humaine? On peut douter qu'il suffise pour cela d'une brochure, même anonyme!

Mais si cependant le Catholicisme est la vérité religieuse, il est *par cela même* la vérité sociale et politique ; et alors il n'y a pas de salut en dehors de lui, pas de salut pour les âmes, pas de salut pour les sociétés; et la chute du Catholicisme entraînerait également et nécessairement la perte des âmes et la perte des sociétés.

Eh bien, le Pape sait que le Catholicisme est la vérité religieuse, la vérité sociale, la vérité politique ; et il sait aussi que la *renonciation* du Pape à la royauté temporelle (non pas sa dépossession, non pas son martyre), serait pour le Catholicisme le coup de la mort. Il sait qu'on a infructueusement tué beaucoup de Papes, il voit qu'on lui demande de tuer la Papauté. Il ne le fera pas. Il ne léguera pas à son successeur la Papauté moins grande, moins royale que saint Pierre ne l'a reçue et ne l'a exercée. Saint Pierre était roi temporel, administrateur souverain des biens de l'Église, magistrat suprême des chrétiens.

Cette renonciation que l'on attend de Pie IX une fois faite, *une fois pour toutes*, signée, accomplie, passée au rang d'un principe, de quelle manière le Catholicisme pourrait-il désormais se manifester aux yeux du monde, dans son ensemble religieux, social, politique? Sans parler de l'*Italie* et de la piété filiale de son *roi* envers l'Église, la Papauté ne trouverait pas en ce moment sur la surface du globe un arpent de terrain où la religion catholique soit pleinement libre et en assurance de n'être pas encore plus asservie demain.

Et c'est ce moment que l'on choisit pour demander à la Papauté le sacrifice de sa souveraineté temporelle ! C'est en présence de ce qui se passe à Naples et dans les Etats mêmes de l'Eglise, au point de vue religieux, social et politique, c'est quand on se joue des biens, de la vie et de l'âme des peuples, quand on les plonge et quand on les étouffe à plaisir dans cette boue sanglante, c'est alors qu'on demande au Roi-Pontife d'abandonner ses sujets, au Pontife-père de livrer ses enfants, de les vendre, corps et biens et âmes, pour des rentes ! de les rayer du livre de vie pour se faire inscrire lui-même au grand livre !

Si la diplomatie et ses apologistes s'étaient donné la peine de réfléchir sur ces réalités de la situation, je crois qu'au moins la main leur eût davantage tremblé, lorsqu'ils ont cru bon à leur cause de jeter quelque dérision sur la victime.

Il y a quatre-vingts ans, dans le temps que l'ancienne monarchie allait finir et mal finir, la diplomatie des nations catholiques persécutait aussi le Pape. Ils étaient trois ambassadeurs de la maison de Bourbon qui exigeaient du Pape Clément XIII une chose qu'il ne voulait pas accorder; une bien petite chose, en comparaison des exigences d'aujourd'hui! Et le ministre Choiseul écrivait à son agent : *A cette tête de fer, opposez une verge de fer.* Mais il n'y avait point d'injures ni de railleries publiques; la foule n'était pas convoquée à venir s'assouvir de ces humiliations du père de la famille chrétienne; on ne la provoquait pas à rire de sa douleur !

Avant de finir sur les plans de l'esprit révolutionnaire, et pour les éclairer par un abrégé de sa généalogie, je ferai remarquer que cet esprit, qui déjà dans les cieux avait dit : *Non serviam*, est né sur la terre le jour où Adam fit acte de désobéissance envers son Créateur. L'orgueil souffla ce premier péché, et ce fut la *révolte*, l'attentat contre l'autorité. Il fut suivi de près d'un attentat contre la liberté, commis par la sensualité et par l'égoïsme du cœur. L'auteur de ce nouvel attentat s'appelait Caïn. L'acte de Caïn est la pensée même du Protestantisme et de la Révolution : refus de rendre à Dieu un culte extérieur, parfaite image du culte intérieur. Caïn, comme Luther, comme la Révolution, trouva que Dieu *n'a pas besoin* de ce culte abondant et parfait, et que l'homme peut bien prendre la meilleure part pour lui; et c'était un attentat contre la liberté, parce que l'homme n'est libre qu'en triomphant des sens. Le lendemain, l'homicide ensanglanta

la terre. Ni le Protestantisme ni la Révolution n'ont dégénéré de Caïn.

Le péché contre l'autorité crie : *A bas les rois!* Le péché contre la liberté crie : *A bas les prêtres!* Et ces deux cris répétés sous mille formes accompagnent infailliblement chaque crime du genre humain. En ce moment, ils se combinent pour ne former plus qu'une seule clameur : *Mort au Prêtre-Roi!*

Et c'est le cri suprême du crime suprême.

## V

## LE MONDE SANS LE PAPE.

Et si le crime était accompli, si le Pape était chassé du monde, que se passerait-il dans le monde ?

Pour le savoir, il suffit de contempler le monde à l'époque florissante où le Pape n'y était pas.

Le monde avant le Pape, le monde sans le Pape, c'est le paganisme.

En quatre mille ans, le paganisme avait enfanté la puissance et la civilisation de Rome, et la puissance et la civilisation de Rome se nommaient Néron. Elles allaient périr, elles entraient dans une agonie de trois siècles, durant lesquels l'humanité devait subir une récapitulation et une concentration de toutes les misères qui l'avaient précédemment dévorée. Rome, le dernier maître de la terre avant le Christ, fut le plus cruel de tous et le plus savant. Il allait devenir le plus infamant. Mais déjà une étoile se levait et répandait sur le front de l'homme des rayons de gloire jusqu'alors inconnus; car la primitive innocence elle-même ne parut pas avec cette triple et éclatante beauté de la rédemption, du repentir et de l'amour.

Rome, où de si fortes maximes et tant de grandes vertus naturelles avaient longtemps régné; Rome sobre, patriarcale et pieuse, cette Rome-là, que Dieu, dit Bossuet, avait récompensée en lui donnant le monde, n'existait plus. Elle s'était laissé vaincre au torrent de ses prospérités. Un de ses écrivains a dit qu'elle avait pris les vices du monde conquis, et qu'ainsi les vaincus s'étaient

vengés d'elle. Et d'où venaient à ses vaincus eux-mêmes leurs vices? Comme toutes les choses naturelles, les vertus naturelles vieillissent et s'épuisent; il leur faut une culture et un principe surnaturel de rajeunissement. Ce principe, Rome ne le possédait point, Dieu ne l'avait pas encore donné aux hommes. Rome s'était détachée de ses vertus, de ses maximes et de ses dieux; elle passa naturellement de la république à l'empire, et l'empire d'Auguste devint naturellement celui de Tibère, de Caligula, de Claude et de Néron. Les professeurs ont coutume de pleurer la République. Il n'est guère de citoyens en Europe, parmi ceux qu'épouvantent les entreprises garibaldiennes, qui n'ait composé quelque pièce de rhétorique en l'honneur de la tribune muette et du forum asservi. Mais une république où se produisaient des citoyens tels que Catilina et César, et entre eux un Cicéron pour garder les lois, cette république devait se transformer en empire, aussi infailliblement que les rudes freins du pouvoir seront établis et serrés sur tout peuple où peut s'élever un Garibaldi.

La Providence ne fait pas d'œuvres incohérentes, et n'en permet pas même à l'humanité. Des principes qu'elle a posés et des négations que l'homme y oppose découlent inévitablement les conséquences qu'elle a voulues. L'homme se trompe souvent à cet égard; l'amour qu'il a pour ses œuvres limite encore le champ borné de sa vue, et quelques instants d'équilibre pénible suffisent pour lui faire croire à la durée de ce qu'il a bâti sur la contradiction. Mais le principe qu'il s'est flatté de comprimer développe bientôt ses conséquences; elles se pressent, elles se précipitent et rien ne peut les maîtriser à jamais ni longtemps. Au moment où, par la main encore invisible de l'Église, elle allait changer la face du monde et construire un ordre tout nouveau, la Providence voulut prouver qu'il n'existe pour les sociétés humaines ni dignité, ni liberté, ni prospérité véritable en dehors des conditions qu'elle met à ces biens. Lorsque Rome affamée de paix civile se réfugiait nécessairement dans le despotisme, Dieu lui fit le plus rare présent, peut-être, que jamais, avant l'avénement du Christ, civilisation en péril ait reçu : il lui donna un maître patient, qui aimait sa beauté, son génie, sa gloire et même sa liberté.

Je sais ce que fut Octave : il valait les autres Romains du temps de sa jeunesse, les derniers Romains de la république; je ne le mets ni au-dessus ni au-dessous de ceux qui l'entouraient

et l'avaient formé, de ceux qu'il proscrivit, de ceux qui le voulurent proscrire. Mais je n'oublie pas qu'Octave était païen, et qu'il devint Auguste, c'est-à-dire un homme qui s'amenda et s'améliora, qui devint plus sage, plus clément, plus pacifique, plus désintéressé dans l'exercice de l'absolu pouvoir. L'histoire même des peuples chrétiens n'offre pas beaucoup de pareils exemples. A bien meilleur titre que Brutus, Cicéron et les autres meurtriers et ennemis de César, Auguste mérite d'être appelé le dernier des Romains. Esprit vraiment libéral, il ne fit pas, comme le commun des maîtres nouveaux, une guerre stupide à la splendeur du passé. Il n'exigeait point que Rome datât de lui et de l'empire; et tout au contraire, il honorait de sa faveur le pompéien Tite-Live, qui écrivait l'histoire de la République avec des couleurs si brillantes et si complaisantes. Amant passionné de Rome et de sa gloire, que ne rêva-t-il pas, que n'essaya-t-il pas pour lui rendre des vertus? Rome lui décerna des autels, se plia sous sa main plus même qu'il ne semblait le demander, mais ne lui donna point la joie de mépriser moins les vertus qu'il lui proposait, ni de la voir moins attachée aux vices qui la faisaient périr.

Sans secousse, sans heurt, presque sans alarmes, Rome passa de la domination d'Auguste à celle de Tibère, qui pourtant ne lui était pas inconnu; et Tibère, réfugié dans une île d'où il ne sortit qu'une fois, transi de peur lui-même, gouverna sans péril Rome tremblante et le monde soumis, et les légua plus avilis à Caligula, un fou, qui les avilit encore, jusqu'au jour où Claude, un savantas, les reçut comme par force d'une sédition devant laquelle il avait fui; et après Claude, Rome et l'empire étaient assez vils pour devenir l'héritage de Néron.

Nous ne vivons pas dans un siècle où tout le monde ait le droit de mépriser ces maîtres de Rome, ni les peuples qui leur obéissaient. Quant à la cruauté, la journée où Tibère fit couler le plus de sang sous la hache n'eût été qu'une des journées médiocres de la Convention, et l'Italie a des libérateurs de qui Tibère aurait pu apprendre quelque chose sur l'art de pacifier les peuples. Le roi Victor-Emmanuel, permettant à ses généraux de bombarder des cités qui négocient leur capitulation, promet à l'Italie des maîtres près de qui les empereurs païens sembleront scrupuleux. Caligula n'était bien à craindre que pour ses amis et quelques hautes têtes qui restaient encore; il obtint la complaisance de l'armée, comme plus tard Néron celle du

peuple. Claude était bonhomme, et ce n'était pas sa faute si on l'avait fait maître du monde. Néron aimait la gloire de l'esprit et les spectacles rares, il encourageait les arts, il embellissait Rome, il détestait les chrétiens et se proposait d'abolir leur superstition et d'en délivrer l'empire. Enfin, quoiqu'il méprisât la divinité, ce qui est le caractère commun des tyrans,

Contemptor Divum Mezentius,

il ne se donnait pas pour impie.

Néron, cet infâme, ce parricide, cet histrion, c'était un maître tel que le paganisme pouvait l'enfanter. Il était souverain pontife, dieu lui-même comme Auguste et tous les empereurs; il avait des temples, des prêtres, des sacrifices; et c'était le plus respecté des dieux, même des dieux empereurs.

Et l'époque qui voyait de tels dieux n'était point la barbarie. On jouissait, au contraire, de la civilisation la plus parfaite où le monde se fût encore trouvé; civilisation savante, recherchée, raffinée, pleine de toutes les jouissances du luxe et des arts, dotée d'une administration si diligente, qu'il n'y avait nul moyen d'échapper à la police. Le Romain accusé de lèse-majesté, quand même il aurait pu sortir de l'empire, trouvait meilleur de sortir de la vie. César faisait dire à un personnage gênant ou déplaisant de se tuer, et cet homme se tuait, après avoir fait son testament en faveur de César. Que peut-on rêver de mieux en fait de sécurité publique? Il est vrai qu'on se tuait encore sans que César l'eût demandé, simplement pour ne pas vivre. Et pourtant les amusements ne manquaient pas. Sous Néron, il y eut de grands progrès de l'art culinaire; il devint possible de dépenser 600,000 francs en un seul festin. On avait le goût des curiosités. Des amateurs payaient 1,200 fr. deux petits gobelets d'un verre nouveau, 336,000 francs un seul vase de myrrhe. Pacuvius avait mangé la Syrie, et quand ses esclaves l'emportaient de la table, ivre, ses convives chantaient : Il a vécu ! On appréciait les acteurs; ils devenaient des gens considérables; le tragédien Æsopus laissa une fortune de quatre millions, après avoir toute sa vie scandalisé le peuple par ses prodigalités. Ces quelques traits ne constatent-ils pas une civilisation brillante?

La culture intellectuelle et littéraire était à son plus haut niveau. Les empereurs donnaient l'exemple. Ces belles-lettres, dont la connaissance et l'habitude, nous dit-on, font l'homme meil-

leur, en quels temps furent-elles mieux connues que sous ces premiers Césars, et trouvèrent-elles des disciples plus assidus qu'eux-mêmes? Auguste écrivait noblement en prose et en vers, il avait composé des tragédies, il avait eu même l'esprit de ne les point réciter; Tibère était puriste et le premier grammairien de l'empire; Caligula faisait des vaudevilles, Claude était archéologue, érudit, homme de lettres, fin helléniste. Néron, artiste universel, chanteur, mime, architecte, poëte, mourut en récitant un vers d'Homère. *Humaniores litteræ!*

Avec cela, les conséquences infaillibles de l'ignorance et le mépris de la vérité se développaient, écrasaient l'individu et la société. Rome est morte de peur et d'ennui. Le suicide la dévorait. On se tuait par peur de vivre. César était le plus craint des dieux, la mort le plus invoquée. *Toties invocata morte, ut nullum frequentiùs sit votum*, dit Pline; et Lucain plaignait les dieux de ne pouvoir mourir.

Quant aux mœurs, les matrones descendaient dans le cirque et conduisaient chez César les prostituées qui pouvaient lui plaire. Quant à la famille, Tertullien disait aux magistrats : Quel est celui d'entre vous qui n'a pas donné la mort à son propre enfant?

Remarquez-le : cette civilisation si forte, si asservie, si éclairée, si corrompue, qui se donnait de si prodigieux divertissements et qui mourait d'un si prodigieux ennui, qui avait souffert un Caligula, qui s'était laissé donner un Claude, qui portait un Néron, qui ne se dissimulait point sa honte, et qui, lorsque de tels chefs mouraient, s'avouait qu'elle les pourrait regretter, cette civilisation parvenue à tous les perfectionnements, à toutes les ignominies et à toutes les détresses, elle jouissait des trois libertés de Luther. Liberté de la chair : qui l'eut pareille? où les liens de la famille furent-ils moins gênants? Liberté de la conscience : l'empereur était pontife et dieu, en réalité seul pontife et seul dieu, aussi peu gênant pour la conscience comme dieu que comme pontife. Liberté de l'esprit : certes, le Romain qui se voulait contenter d'adorer « en esprit et en vérité » n'était pas gêné par l'obligation du culte extérieur! Entre les centaines de divinités que Varron comptait dans l'Olympe romain, l'homme avait de quoi choisir, de quoi répandre son amour ou son mépris.

Telle était Rome, lorsque le premier Pape y apporta Jésus-Christ, c'est-à-dire la foi, l'espérance et l'amour. Telle était la

descendance d'Auguste, de Cicéron, de Virgile et d'Horace. Depuis longtemps la Grèce était morte sous le brillant pavillon d'Homère. Ni Homère, ni Cicéron, ni Virgile, ni Horace ne firent pour Rome ce que n'avait pu faire Auguste, son maître le plus longtemps et le plus docilement obéi : ils ne purent lui donner des gens de cœur; et jamais l'on ne vit pareille puissance dans cet esprit destructeur de l'Humanité que porte en soi l'Humanité. Si le Christ avait tardé quelques siècles, non-seulement les arts, non-seulement la civilisation, mais l'homme lui-même, la bête humaine, aurait péri. La guerre, la tyrannie, le cirque, le suicide, la débauche épuisaient rapidement le genre humain. Jésus-Christ, par les mains de son Église, a sauvé l'âme et le corps.

Tous les biens que poursuit aujourd'hui l'envie insensée et basse de l'Europe, la civilisation païenne les a possédés plus amplement que l'Europe ne les peut rêver. L'Europe copie honteusement les lois, les arts, la littérature du monde romain, aspire à l'unité matérielle dans laquelle il a croupi, par laquelle il a péri. L'Église avait fait oublier tout cela, ou l'avait purifié et mis dans l'ordre. Le Protestantisme est venu : il a violé les tombeaux des saints et des martyrs et jeté au vent leurs cendres victorieuses afin de retrouver la pure matière païenne et de lui restituer le pur esprit païen. Et maintenant, pressée d'accomplir l'œuvre, pressée de ressusciter la mort, la Révolution, fille du Protestantisme, propose à la folie humaine d'arracher cet arbre de salut planté de la main de Dieu sur la terre pour porter perpétuellement le fruit de rajeunissement qui seul empêche la société de crouler et l'individu de périr.

Si Dieu permettait que l'humanité prononçât cette abjuration stupidement ingrate et sacrilége, si le Pape sortait de ce monde où il est entré sous Néron, ce jour-là le mal absolu reprendrait la conduite et l'histoire du monde au point où il les a laissées sous Néron. Il referait un maître du monde, dieu du monde; il lui bâtirait des temples et lui donnerait un sacerdoce tels qu'en avait Néron; et le genre humain mis en coupe réglée, plongé dans le sang et dans l'ordure au pied de ces autels infâmes, se plaindrait de périr trop lentement.

La conséquence infaillible et prompte de la destruction de la royauté pontificale sera la restauration du sacerdoce ou plutôt de la divinité impériale ; et ce sacerdoce et cette divinité voudront

être universels, comme la grandeur suprême que la folie humaine viendra de renverser et qu'elle s'efforcera d'abolir à jamais, de bannir du dernier coin de la terre, d'extirper de son dernier refuge dans les consciences.

Ce petit espace de la domination temporelle du vicaire de Jésus-Christ, consacré à figurer humblement sur la terre la royauté du chef du corps de l'Église, prince des rois et rédempteur de l'humanité [1], ce n'est pas uniquement le trône du Maître, c'est encore la prison de l'ennemi. Là le Prince des Apôtres tient captif un géant, le redoutable ennemi de l'homme et de sa liberté, l'esprit qui conseille à l'homme de se faire dieu, et qui peut plier l'homme devant cette idole.

Un Pape relégué dans quelque maison d'une ville d'Italie ou d'ailleurs, sujet d'un prince qui sera aujourd'hui Victor-Emmanuel, demain Garibaldi ou Mazzini ou quelque autre, et qui pourra être de plus noble taille sans valoir mieux ; ce Pape tributaire ou errant, sujet de tous les rois ou étranger à tous les rois, n'aura pas la main assez forte pour tenir à la chaîne le formidable vaincu, ni la voix assez puissante pour mettre le genre humain en garde contre ses séductions ; et Dieu, dont la justice doit aussi s'accomplir en ce monde, ne le voudra pas. La terre pourra s'attendre à voir bientôt apparaître une incarnation de l'Antechrist, terrible entre toutes celles qui l'ont épouvantée et flagellée.

Le monde est mûr pour un despotisme incomparable, pire peut-être que le despotisme ancien. On voit de tous les côtés les patries se dissoudre, les frontières tomber et niveler le sol pour laisser passer le char d'un triomphateur. Quel obstacle y feront les rois ? Il n'y a plus de rois, et ceux qui en portent encore le nom ne travaillent qu'à se livrer les uns les autres. L'Église avait institué les rois pour confesser et défendre la vérité et protéger les pauvres. Dans ce devoir était leur droit. La Révolution, en leur faisant abjurer le devoir, leur a ôté le sentiment de leur droit. Où est aujourd'hui le roi qui se montre entièrement et pleinement assuré de son droit royal ; qui honore et maintienne le droit des autres au risque de se mettre lui-même en péril ? Ce roi, je le vois à Rome, et nulle part ailleurs. Dernièrement, trois grands souverains s'étaient rassemblés pour délibérer sur

[1] Et ipse est caput corporis Ecclesiæ (*Col.* 1-18). Princeps regum terræ, *qui dilexit nos,* et lavit nos a peccatis nostris in sanguine suo (*Apoc.*, I, 5).

la gravité des circonstances. Ils se sont trouvés, dès le premier soir, tous ensemble à la représentation théâtrale. Ils ont vu jouer un vaudeville et un ballet. Les voilà bien, et voilà bien l'époque! En effet, ces rois qui se piquaient d'organiser la paix du monde et de conjurer le commun danger des couronnes n'avaient d'autre édifice que le théâtre où ils se pussent trouver d'accord. Ils ne pouvaient se réunir dans la maison de Dieu : chacun d'eux a son Christ. Autre est celui du Prussien, autre celui du Russe, autre celui de l'Autrichien. Le théâtre, voilà leur point de jonction, et si la pièce était de M. Scribe, alors ils se sont reconnus du même monde, ils ont pu applaudir du même cœur. Mais ce monde dont ils sont tous est un monde divisé contre lui-même. Après quelques conférences, ces grands souverains ont pu s'accorder sur le mérite de tel ou tel bouffon, de telle ou telle danseuse; nul autre accord ne s'est fait. Il y avait peut-être dans le parterre un homme, (peut-être! un homme, cela n'est guère moins rare qu'un roi). Cet homme a pu lire comme dans un livre l'avenir des couronnes et l'avenir du monde lorsqu'il a vu ces grands rois se donner le noble plaisir du vaudeville pour se distraire de délibérer si le Prince des rois serait dépouillé, si le frère des rois serait jeté sans sépulture au pied de son dernier rempart; puis, tout à coup, distraits de leur distraction, se passer avec inquiétude quelques lignes d'impression hâtive signées Boniface ou Grandguillot..... Quelle monnaie de Charlemagne, quand l'œuvre de Charlemagne menace de crouler!

Dieu a fait les patries, et nous avons légitimement l'amour de la patrie. C'est un noble sentiment, mais qui peut dégénerer en orgueil, en dureté, en inimitié contre l'étranger. Grâce au Catholicisme, les patries étaient sœurs. Le Protestantisme a restitué la dure patrie antique, et chaque nation s'est isolée au milieu du genre humain. L'Angleterre est le type de ce nationalisme barbare. Comme Ismaël, elle dresse fièrement sa tente contre tous les peuples, en parlant sans cesse de les délivrer.

La Révolution vient parodier la fraternité chrétienne. Bâtissant partout des casernes, elle demande partout la destruction des frontières. Pour créer l'unité, elle veut abolir la patrie, comme pour créer la liberté elle veut abolir la famille. Garibaldi s'est fait le héraut de cette pensée. Remarquant que les guerres sont fort préjudiciables aux pauvres peuples, Garibaldi propose aux rois de fondre tous les peuples en un. Contre qui

un peuple fera-t-il la guerre, s'il n'y a plus de peuple ennemi? Ebloui de la beauté de sa pensée, Garibaldi oublie la possibilité des guerres civiles. Or pour éviter la guerre civile, le peuple unique ne manquera pas de se donner un maître unique, et la force de ce maître sera proportionnée à l'étendue de l'empire. Il aura des dents, des muscles et des ongles capables de tenir en repos et en respect le genre humain. Qui lui dira : *Non licet!*

Sans doute, Garibaldi parle ridiculement ; mais ce que dit Garibaldi, il ne faut pas en rire! Cent monstruosités mortelles, aujourd'hui dominantes, étaient, il y a vingt ans, de justes sujets de moquerie. Que sera-ce quand la lumière du vrai aura subi de nouveaux affaiblissements, ou ne luira plus que dans les catacombes? Otez le Pape, éteignez ce flambeau, faites crouler cette fontière; vous saurez ce que pourra la raison, ce que deviendront les remparts des peuples ! Le despotisme universel les percera comme un char lancé à fond de train passe à travers des amas de poussière. Il n'y aura plus de patriotisme, il n'y aura plus de patries, plus d'asile pour la liberté.

Mais, grâce à Dieu, qui daignera, dans sa miséricorde, ne point se laisser vaincre, la Papauté survivra. Cachée au milieu du monde retombé aux temps et aux œuvres de Néron, elle recommencera le temps et l'œuvre de saint Pierre. Lorsque les puissants et les heureux de la terre ne distingueront plus le mal du bien et l'erreur de la vérité, ou se plairont à dire que le mal est le bien et que la vérité est l'erreur, en présence de la force brutale organisée et maîtresse de tout, le cœur de la Papauté ne défaudra pas. Elle annoncera l'Evangile aux ignorants et aux pauvres, qui seront sans nombre; elle consolera les vaincus et maintiendra la vérité jusque sous la hache et les insultes des vainqueurs. Elle parlera encore de la justice, de la miséricorde et de l'amour; elle enseignera que la liberté sans l'autorité est aussi impossible que l'autorité sans la liberté, et que l'une et l'autre naissent dans l'ordre qui met chaque chose et chaque individu à sa place, et Dieu au sommet de tout. Elle enseignera que l'unité ne résulte pas d'un stupide anéantissement des différentes parties dont on veut la former, ni la liberté individuelle de la confusion des hiérarchies. Elle enseignera que si le genre humain est redescendu dans l'abîme d'où le Christianisme l'avait tiré, c'est parce qu'il a séparé entre eux les différents membres du corps social, en dissolvant les

liens dont la sagesse et la douceur de la charité de Jésus les avaient unis.

Certes, la famille humaine souffre d'une grande souffrance ! Elle souffre de l'unité brisée, et chacun des actes de son délire en rend témoignage. La Révolution comprend parfaitement la nature de ce mal dont elle est l'auteur; elle l'exploite avec son habileté ordinaire, l'habileté du démon. En 1793, elle soulevait les peuples et tuait les hommes au nom de la liberté individuelle. Aujourd'hui elle soulève, elle divise et tue au nom de l'unité. Ayant perdu la vraie notion de l'unité, qui ne peut se réaliser dans le monde matériel en dehors des idées, les peuples, sur la foi de la Révolution, s'imaginent qu'ils s'affranchiront des souffrances du désordre individuel en nivelant les positions et en unissant les terrains ! Ils ne feront que préparer le terrain et les hommes pour les aises du despotisme. Mais cette grossière ignorance révèle l'erreur dejà barbare où sont tombés les gouvernements. Ils oublient tout simplement que l'homme a une âme. De là leur impuissance absolue à concilier l'ordre et la liberté, le développement individuel et le développement collectif et social. Leur science traite l'homme comme s'il n'avait qu'un corps et des appétits ; elle ne tient pas compte de son âme immortelle et de ses devoirs envers Dieu. Voilà pourquoi cette science qui veut sincèrement réaliser l'ordre n'engendre que des révolutions, et bientôt ne verra plus et ne laissera plus voir de remède à l'engrenage infernal des révolutions que par le seul despotisme, devenu aussi dur et aussi méprisant pour les droits de l'humanité que l'a toujours été la révolution.

Les lois qui régissent les sociétés comme les lois qui régissent les individus ne peuvent être justes, et par conséquent stables, qu'à la condition d'être modelées sur les rapports de l'homme avec Dieu.

Le jour, moins éloigné qu'on ne croit peut-être, où les nations auront compris de nouveau ces enseignements de la Papauté, ce jour-là elles comprendront aussi que les vérités qui sont la sauvegarde de la liberté de tous n'ont d'abri contre les passions et l'aveuglement des hommes que sous le sceptre du Prêtre-Roi.

Et la Papauté reprendra dans le monde sa place agrandie par les pontifes martyrs.

# NOTE.

L'auteur avait sollicité l'autorisation de fonder un journal à Paris. Après un assez long délai, il a reçu la réponse suivante, où il n'a pas bien reconnu les idées qu'il avait eu l'honneur d'exposer devant M. le Ministre, et qui sont la plupart développées dans cet écrit.

« Paris, le ... janvier 1861.

« Monsieur, je vois avec le plus vif regret que, dans votre appréciation des actes et des intentions du Gouvernement de l'Empereur, vous imitez des partis politiques qui, se cachant sous le manteau de la religion et se jouant du Pape, voudraient faire du Saint-Père un instrument de leur hostilité contre l'Empereur.

« Au lieu de chercher à concilier deux idées que l'Empereur, et comme Souverain issu du suffrage universel et comme fils aîné de l'Église, a le devoir de respecter l'un et l'autre, vous prétendez ne voir dans le gouvernement impérial que la préoccupation de l'indépendance italienne, pour vous réserver contre le Prince dont l'armée protége le Saint-Siége le rôle de défenseur exclusif de la Papauté.

« Le Gouvernement de l'Empereur ne saurait, sans manquer à la vérité des faits et à l'intérêt public, autoriser des efforts qui ont pour objet de créer de si dangereux malentendus.

« Si vous aviez voulu consacrer votre incontestable talent à une œuvre de conciliation, au milieu des graves intérêts politiques et religieux qui s'agitent en Europe, je n'aurais pas hésité à vous accorder l'autorisation que vous demandiez pour l'établissement d'un nouveau journal. Mais le Gouvernement a le devoir d'écarter de la discussion, dans l'intérêt même de l'Église, tout ce qui ne ferait que répandre dans les esprits des agitations stériles et troubler les consciences.

« Ces motifs, qui sont la règle de mon administration, ne me permettent pas de répondre comme je l'aurais désiré à la demande que vous m'avez adressée.

« Recevez, etc.

« F. DE PERSIGNY. »

A M. Louis Veuillot.

Paris. — Imprimerie de P.-A. BOURDIER et Cie, rue Mazarine, 30.

## CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS

LÉON AUBINEAU.

**Notices littéraires** sur le XVII[e] siècle. 1 volume in-8.................. 6 fr.

C. BARTHÉLEMY.

**Esprit du comte J. de Maistre.** 1 volume in-8.................. 5 fr.

— LE MÊME. 1 volume in-12....... 3 fr.

BIANCHI.

**Traité de la puissance ecclésiastique** dans ses rapports avec les puissances temporelles. 2 vol. in-8 de 1400 pages.................... 14 fr.

MADELEINE DE CHAUGY.

**Vies de huit vénérables veuves** de l'ordre de la Visitation; nouv. édit. revue, annotée et précédée d'une préface par CH. D'HÉRICAULT. 1 v. in-12. 3 fr.

MGR GAUME.

**La Révolution**; recherches historiques sur l'origine et la propagation du mal en Europe, depuis la Renaissance jusqu'à nos jours. 12 vol. in-8... 42 fr.

A. GABOURD.

**Histoire de France**, depuis les origines gauloises jusqu'à nos jours; publiée en 20 vol. in-8. Chaque vol.. 5 fr.

FRÉDÉRIC GODEFROY.

**Histoire de la littérature française** depuis le XVI[e] siècle jusqu'à nos jours. Etudes et modèles de style. Ouvrage *en souscription*, devant comprendre 6 forts vol. in-8. Chaque vol... 6 fr. 50

Les 2 premiers volumes sont en vente.

MARGOTTI.

**Les victoires de l'Église** sous le pontificat de Pie IX; ouvrage traduit par J. Chantrel. 1 vol. in-8.......... 6 fr.

L'ABBÉ HUC.

**Souvenirs** d'un voyage dans la Tartarie et le Thibet. 2 vol. in-8......... 12 fr.

— LE MÊME. 2 vol. in-12.......... 7 fr.

**L'empire chinois.** 2 vol. in-8. 12 fr.

— LE MÊME. 2 vol. in-12.......... 7 fr.

**Le Christianisme** au Thibet, en Tartarie et en Chine. 4 vol. in-8.... 24 fr.

LE COMTE DE LA TOUR.

**Scènes de la vie hongroise**, 1 vol. in-12.......................... 3 fr.

LOUIS MOREAU.

**Considérations** sur la vraie doctrine, 2[e] édition, suivie du MATÉRIALISME PHRÉNOLOGIQUE. 1 volume in-12....... 3 fr.

**La destinée de l'homme** 1 volume in-12.................... 3 fr. 50

**L'Imitation de Jésus-Christ** traduct. nouvelle. 1 beau vol. in-12. 3 fr. 50

**Les Confessions de saint Augustin**, 6[e] édit., avec le texte latin. 1 vol. in-8.......................... 7 fr.

— LE MÊME, avec la trad. seule. 3 fr. 50

LE P. RAPIN.

**Histoire du Jansénisme**, publiée pour la première fois, par l'abbé Domenech. 1 vol. in-8................ 6 fr.

ROHRBACHER.

**Histoire universelle de l'Eglise catholique.** 3[e] édition. 29 volumes in-8, avec Atlas............... 160 fr.

E.-A. SEGRETAIN.

**Sixte-Quint et Henri IV.** Introduction du protestantisme en France. 1 volume in-8................... 3 fr. 50

LE R. P. VENTURA.

**La Raison philosophique et la Raison catholique**; Conférences prêchées à Paris. 3 vol. in-8..... 18 fr.

**Essai sur le pouvoir public.** 1 vol. in-8.................... 7 fr.

**Gloires nouvelles du catholicisme.** 1 vol................. 6 fr.

## BROCHURES DIVERSES

MGR GAUME.

**La Situation**; douleurs, dangers, devoirs, consolations des catholiques dans les temps actuels, 2[e] édition. 1 broch. in-8 de 180 pages............... 2 fr.

MGR GERBET.

**La Papauté**, en réponse à l'écrit : le PAPE ET LE CONGRÈS. Nouvelle édition, broch. grand in-8............... 1 fr.

**Instruction** pastorale sur diverses erreurs du temps présent. Broch. in-8. 75 c.

**Mandement** publiant l'allocution prononcée par N. S. P. le Pape dans le consistoire du 28 septembre 1860. 1 broch. grand in-8................. 80 c.

Paris. — Typ. P.-A. Bourdier et C[ie], rue Mazarine, 30.